

COMMISSION DE LA DÉFENSE
NATIONALE

du

MERCREDI 10 NOVEMBRE 2010

Après-midi

COMMISSIE VOOR DE
LANDSVERDEDIGING

van

WOENSDAG 10 NOVEMBER 2010

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 15 heures sous la présidence de M. Patrick Moriau.

01 Question de M. Steven Vandeput au ministre de la Défense sur "l'accueil de demandeurs d'asile à la caserne de Helchteren" (n° 644)

01.01 Steven Vandeput (N-VA): Selon la presse, la caserne de Helchteren aurait été choisie pour l'hébergement de 550 demandeurs d'asile. Ce choix impliquerait toutefois d'importants investissements. Le ministre confirme-t-il ces informations? Quels travaux d'infrastructure doivent-ils être mis en œuvre et quel sera leur coût? Les bâtiments seront-ils prêts, d'ici décembre, à accueillir le nombre prévu de demandeurs d'asile? S'agit-il en l'occurrence d'un centre d'accueil ouvert ou fermé? L'accueil sera-il temporaire?

Président: Filip De Man.

A-t-il été tenu compte lors du choix de Helchteren de l'incidence sur le dossier de la liaison nord-sud? Les autorités fédérales supporteront-elles la totalité des coûts ou le CPAS et la commune devront-ils en supporter une partie? Comment organisera-t-on l'enseignement et les loisirs pour les enfants dans ce centre?

01.02 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): Les 27 et 28 octobre derniers, le cabinet restreint a chargé un groupe de travail de l'organisation d'un accueil d'urgence sur quatre sites de la Défense et un site de la Régie des Bâtiments.

Pour la Défense, il s'agit des sites de Bastogne, Bierset et Helchteren, pour 550 places d'accueil chacun. Parallèlement, 512 places en conteneurs seront prévues sur le domaine militaire de Weelde. Le site de la Régie des Bâtiments à Gembloux fournira quant à lui 250 places.

Ces sites ont été choisis sur la base des critères suivants: disponibilité (casernes inoccupées ou casernes dans lesquelles les demandeurs d'asile peuvent être séparés des militaires); capacité d'accueil de 250 à 500 personnes; possibilité d'offrir des équipements communautaires et des bâtiments. Helchteren satisfait à ces critères.

La Défense fournit les terrains et les bâtiments en l'état sous la forme d'une concession domaniale pour un an, jusqu'au 30 novembre 2011. Si un besoin en capacité supplémentaire se fait sentir à ce moment-là, on négociera un transfert à la Régie des Bâtiments en échange de crédits supplémentaires pour la Défense, à concurrence de la valeur vénale du terrain.

La Croix Rouge de Belgique a été chargée de l'organisation de l'accueil d'urgence sur le terrain. Les frais d'installation et de gestion sont estimés à 35 millions d'euros. Ces moyens seront octroyés à Fedasil et mis à la disposition de la Croix Rouge.

01.03 Steven Vandeput (N-VA): Ma question de savoir si la caserne de Helchteren peut aujourd'hui déjà servir à l'accueil reste sans réponse.

L'incident est clos.

La discussion des questions est suspendue de 15 h 10 à 15 h 45.

02 Questions jointes de

- M. Patrick Moriau au ministre de la Défense sur "la mutation du colonel Gennart" (n° 673)
- M. David Geerts au ministre de la Défense sur "les déclarations du général Delcour en ce qui concerne les compétences du Conseil d'État" (n° 683)
- M. Bert Maertens au ministre de la Défense sur "la démission refusée du CHOD, le général Charles-Henri Delcour" (n° 719)
- M. Bert Maertens au ministre de la Défense sur "la mutation du colonel Gennart" (n° 725)
- M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur "les déclarations récentes du chef de la Défense, Charles-Henri Delcour, à propos de la suspension provisoire de la mutation du colonel Luc Gennart, commandant de la base aérienne de Florennes" (n° 731)
- M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "la démission refusée du CHOD, le général Charles-Henri Delcour" (n° 785)
- M. Patrick Moriau au ministre de la Défense sur "la discipline militaire et les propos du chef de la Défense" (n° 803)
- M. Denis Ducarme au ministre de la Défense sur "les déclarations à la presse du chef d'état-major et du chef d'état-major adjoint" (n° 864)
- M. Denis Ducarme au ministre de la Défense sur "l'état des procédures à l'encontre du colonel Gennart" (n° 865)
- Mme Juliette Boulet au ministre de la Défense sur "les décisions du Conseil d'État à l'égard du colonel Gennart et les propos et la demande de démission du CHOD" (n° 866)

02.01 Patrick Moriau (PS): Quelles sont les motivations de droit et de fait qui ont amené l'état-major à mettre fin prématurément aux fonctions du colonel Gennart? Quand cette décision a-t-elle été prise?

Suite à l'arrêt du Conseil d'État donnant raison au Colonel Gennart, les propos du chef de la Défense – le général Charles-Henri Delcour – suggérant au législateur de permettre à l'armée de prendre des mesures d'ordre spécifiques, le cadre légal étant selon lui trop restrictif notamment eu égard aux obligations qui découlent des conventions relatives aux droits de l'homme – ont suscité plusieurs critiques de la part du monde syndical, politique et associatif.

Que pensez-vous de ces propos? Que pensez-vous de l'organisation par le chef de la Défense d'une conférence de presse afin de contester la décision du Conseil d'État?

Comment, et sur la base de quelle législation, fonctionne le régime disciplinaire au sein de l'armée? Comment évaluez-vous son fonctionnement? Dans quels cas précis un militaire peut-il faire appel au Conseil d'État afin d'annuler une peine disciplinaire? De quel type de peine disciplinaire s'agissait-il dans le cas du colonel Gennart? Quelle est la principale différence entre les peines disciplinaires infligées au sein de l'armée et celles infligées au sein des autres services publics fédéraux?

En quoi la prise en compte de "la spécificité militaire" devrait-elle permettre de déroger, non seulement à notre Constitution, mais également aux conventions internationales en matière de droits de l'homme? Pensez-vous également qu'il faille légiférer en ce sens?

Alors que nous allons donner des leçons de respect des droits de l'homme un peu partout dans le monde, j'ai envie de me voiler la face en entendant le chef de la Défense déclarer qu'un certain nombre de conventions internationales, principalement en matière de droits de l'homme, sont souvent incompatibles avec le fonctionnement usuel en matière d'ordre.

02.02 Bert Maertens (N-VA): Le colonel Gennart a introduit auprès du Conseil d'État un recours contre sa mutation et a obtenu gain de cause. Quelles règles régissent-elles la mutation et la mutation anticipée de militaires? À quelle instance ce type de décisions ressortit-il? De quelles voies de recours les militaires concernés disposent-ils? Quelle était la motivation officielle de la mutation du colonel Gennart? Quelles

autres mesures de discipline et d'ordre existent-elles au sein de l'armée?

Selon des informations parues dans la presse le 4 novembre dernier, le chef d'état-major de la Défense, le général Delcour, aurait présenté sa démission. Alors que celle-ci avait été refusée par le ministre, le CHOD organisait une conférence de presse à la suite de l'arrêt du Conseil d'État relatif à la mutation du colonel Gennart à Beauvechain. Le pouvoir de contrôle du Conseil d'État quant aux règles de discipline et d'ordre internes à l'armée semble constituer un problème aux yeux du général Delcour. Voilà que ne manque pas de me surprendre. Que les forces armées belges ne soient pas au-dessus des lois me semble une bonne chose. Le général a également mis en garde contre une ingérence trop poussée du Conseil d'État, ingérence qui pourrait engendrer des problèmes en matière de politique du personnel et de mesures de discipline et d'ordre au sein de l'armée.

Le CHOD a-t-il ou non présenté sa démission? Dans l'affirmative, pourquoi le ministre a-t-il refusé la démission? Le fonctionnement de la Défense pourrait-il effectivement être compromis si la compétence du Conseil d'État de rendre des arrêts sur les mesures de discipline et d'ordre au sein des forces armées n'est pas clairement définie? Le ministre estime-t-il nécessaire de prendre éventuellement une initiative législative?

02.03 Gerald Kindermans (CD&V): Le Conseil d'État a suspendu la décision de mutation du colonel Gennart. Le Conseil d'État est compétent en ce qui concerne les mesures disciplinaires mais pas les mesures d'ordre. Le ministre peut-il confirmer qu'il s'agit bel et bien en l'occurrence d'une mesure d'ordre? Comment la décision pourrait-elle avoir une influence sur le fonctionnement de nos troupes? Quelles sont les conséquences pour la sécurité de nos soldats sur le terrain si des décisions comme celles concernant une mutation peuvent désormais être contestées devant le Conseil d'État?

02.04 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Le 29 octobre dernier, le chef de la Défense (CHOD), le général Delcour, aurait présenté sa démission ou du moins menacé de démissionner. Quels étaient ses motifs? Que pense le ministre de la réaction du CHOD à l'arrêt du Conseil d'État? Le CHOD avait-il déjà précédemment menacé de démissionner? Comment rétablir la confiance?

02.05 Denis Ducarme (MR): Le 29 octobre dernier, le chef d'état-major, le général Delcour, et son adjoint, le général Van Caelenberg, ont tenu une conférence de presse en réaction au fait que le colonel Gennart ait obtenu gain de cause en justice contre la privation de son commandement lors des fastes du Wing de Florennes et sa mutation anticipée. Les propos tenus en cette occasion ont surpris. Outre les attaques *ad hominem* paraissant masquer un règlement de comptes, on relèvera non seulement une critique assez verte d'une décision de justice, ce qui est contraire au principe de la séparation des pouvoirs, mais aussi un appel à légiférer dans le sens d'une forme d'incompatibilité de la discipline de l'armée avec les droits de l'homme ...

Le plus surprenant, c'est le silence assourdissant du ministre, qui a attendu dix jours avant de recadrer la critique d'une décision de justice dans le chef de l'armée et l'appel à un droit d'exception pour celle-ci. Étiez-vous informé de l'organisation de cette conférence de presse? Soutenez-vous la démarche ou bien avez-vous formulé des remarques internes ou pris des sanctions à l'encontre du chef d'état-major et du chef d'état-major adjoint? De nouvelles procédures d'ordre ou disciplinaires à l'encontre du colonel Gennart sont-elles en cours ou prévues?

02.06 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Ce débat mériterait d'être élargi à des questions plus larges que la dénonciation de la flamandisation. Il faudra aussi parler d'une certaine forme de malaise au sein de la commission de la Défense. Il faut clarifier les possibilités de s'exprimer et le cadre légal.

Le chef de la Défense semble vous avoir remis sa démission avant la conférence de presse pour, ensuite, critiquer de manière excessive les décisions du Conseil d'État. Il proposait même de revoir la loi en disant que les conventions en matière de droits de l'homme ne permettaient pas, de son point de vue, de prendre des mesures disciplinaires usuelles.

Le président de la Ligue des droits de l'homme a réagi aux propos du chef de la Défense en insistant sur le fait que c'est le droit positif qu'il convient d'adapter aux conventions internationales et non l'inverse. Ces déclarations constituent – dit-il – "une hérésie sur le plan juridique".

Monsieur le ministre, quelles sont vos "impressions"? La majorité se divise aujourd'hui sur le choix qu'elle a fait en désignant ce chef de la Défense.

L'État de droit, la séparation des pouvoirs et le respect des droits fondamentaux ne sont-ils pas d'application au sein de la Défense nationale? On devient officier en prêtant serment d'obéissance aux lois du peuple belge et donc forcément aux conventions internationales qui ont été ratifiées par la Belgique. Toucher à ces valeurs n'induirait-il pas l'idée qu'elles ne sont pas applicables en tout temps ni en tout lieu?

Qu'en est-il de la liberté d'expression au sein de l'armée? Qui a pris la décision, annulée par le Conseil d'État, à l'égard du colonel Gennart? Sur quelles bases?

02.07 **Pieter De Crem**, ministre (*en français*): La requête devant le Conseil d'État concernait deux décisions prises par les autorités militaires le 28 octobre 2010: l'interdiction faite au colonel Gennart d'être présent lors de la festivité annuelle de l'unité qui était organisée le 29 octobre 2010, et l'avancement au 3 novembre 2010 de la date d'une mutation de l'intéressé prévue initialement le 1^{er} décembre 2010.

Ces mesures se basaient sur l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées qui permet aux supérieurs de prendre des mesures d'ordre. Puisqu'il s'agit d'un cas individuel et que des procédures sont en cours, je ne souhaite pas m'étendre sur ce sujet.

(*En néerlandais*) Le 28 octobre 2010, l'intéressé a immédiatement demandé la suspension des mesures auprès du Conseil d'État. Celui-ci a rendu le lendemain matin un arrêt de suspension contre lequel il n'est pas possible d'interjeter appel. Le Conseil d'État estime que l'intéressé aurait dû être entendu avant la première décision et qu'un délai de deux jours n'était pas suffisant pour lui permettre de se défendre contre la mutation anticipée.

(*En français*) Une procédure disciplinaire est en cours à l'égard du colonel Gennart. Il appartient aux autorités militaires de juger si d'autres procédures doivent encore être entamées.

(*En néerlandais*) Le département de la Défense a voulu préserver l'ordre et le bon fonctionnement de l'armée mais le Conseil d'État a suspendu les décisions motivées. Les droits de la défense du personnel militaire doivent être compatibles avec la nécessité d'assurer l'ordre et le bon fonctionnement des forces armées, surtout dans le cadre d'opérations militaires.

Je ne prépare aucune modification de la loi. Ce n'est d'ailleurs pas possible en période d'affaires courantes. J'ose espérer que toutes les institutions exerceront toujours leurs compétences respectives avec le plus grand soin.

(*En français*) Le jour même, le 29 octobre 2010, sur l'initiative du chef de la Défense, une conférence de presse a été organisée à l'état-major général.

(*En néerlandais*) Les rumeurs selon lesquelles le général Charles-Henri Delcour aurait présenté sa démission sont inexactes. Je n'ai reçu aucun courrier de sa part et ce genre d'affaire ne se traite jamais oralement. Les articles de presse qui répandent ces rumeurs ne sont que pure spéculation. Il m'est impossible de refuser sa démission puisqu'il ne me l'a pas présentée et je suis du reste satisfait de ma collaboration avec le CHOD.

(*En français*) Je suis satisfait de la coopération avec le chef de la défense et de la façon dont il gère le département.

(*En néerlandais*) Cela se passe dans des circonstances favorables mais quelquefois dans des circonstances défavorables, toujours – cela va sans dire – avec le plus grand respect pour les droits de l'homme et la séparation des pouvoirs.

Depuis 2004, la législation ne prévoit plus de juridictions militaires en temps de paix.

Diverses directives militaires traitent de la liberté d'opinion et d'expression.

(En français) Cette réglementation prévoit que le militaire qui fait usage de son droit à l'expression le fait en son propre nom et sous sa responsabilité. Lorsqu'il porte l'uniforme, il doit indiquer qu'il exprime sa propre opinion et insister auprès des médias pour qu'il en soit fait mention explicite.

(En néerlandais) Au début de l'année, j'ai déjà fourni une réponse à ce point en commission. Je vais revenir un instant sur cette réponse.

(En français) Les militaires peuvent exercer leur droit à l'expression n'importe quand. J'ai toujours encouragé son utilisation. En ma qualité de ministre, je le considère aussi comme un atout parce qu'il me permet de donner mon propre avis.

Les militaires envoyés en opération à l'étranger disposent, de manière limitée, des moyens de communication les plus modernes, qu'ils peuvent utiliser sans censure.

La compétence des autorités de la Défense en matière de mutation des officiers est régie par deux articles d'arrêtés royaux. L'article 41 de l'arrêté royal du 21 décembre 2001 relatif à la structure générale du ministère de la Défense reprend la liste des fonctions auxquelles les officiers sont désignés par le Roi. L'article 67 de l'arrêté royal du 7 avril 1959 relatif au statut des officiers prévoit que l'affectation des officiers généraux et supérieurs pour un emploi prévu pour un officier général est décidée par le ministre, après approbation par le Roi. Les affectations des autres officiers sont décidées par le directeur général *Human Resources*.

(En néerlandais) En outre, il existe des dispositions spéciales comme celles qui sont applicables à l'Institut Royal Supérieur de Défense et à l'École Royale Militaire. Le droit de parole est donc garanti et le devoir de réserve n'est prévu nulle part dans les règlements militaires.

(En français) Quelqu'un a raté une occasion de se taire.

La parole est d'argent mais le silence est d'or.

Du faux découle ce que l'on veut!

02.08 Patrick Moriau (PS): Ce qui compte pour moi, c'est l'être humain. On devient officier en prêtant serment d'obéissance aux lois du peuple belge. Les conventions internationales ratifiées par la Belgique en font forcément partie intégrante.

Vous m'avez fortement déçu aujourd'hui. Accepter la logique des propos du général Delcour, c'est donner raison à tous ceux qui, du procès de Nuremberg au tribunal de La Haye, ont minimisé leurs faits en répétant à longueur d'années qu'ils n'avaient fait qu'obéir aux ordres. Vous n'avez rien dit à ce sujet.

02.09 Gerald Kindermans (CD&V): Quand on voit les réactions que cette question a suscitées, je pense qu'elle devrait être l'objet d'une approche purement technique au lieu d'être traitée en termes politiques.

02.10 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Le ministre a-t-il connaissance d'une menace de démission brandie par le CHOD? Menacer de démissionner, ce n'est pas la même chose que remettre sa démission.

02.11 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): Je ne puis répondre à cette question.

02.12 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): J'en conclus que cette affaire est tout de même peu reluisante. Il me paraît important qu'à l'armée, on fasse les choses correctement du point de vue juridique. Les propos concernés viennent du chef de la Défense, lequel est tenu au respect de notre ordre juridique lorsqu'il s'exprime, ce qui en l'occurrence n'a pas été le cas.

02.13 Denis Ducarme (MR): Je voudrais connaître la nature et la justification de la procédure disciplinaire en cours contre le colonel Gennart. Je suis stupéfait que le ministre de la Défense adhère aux propos tenus par le général Delcour, quand celui-ci demande un droit d'exception aux droits de l'homme et aux conventions internationales pour ce qui concerne la discipline interne au département!

02.14 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Je n'envisage pas une adaptation ou une modification de la loi! Il y a une procédure en cours entre la hiérarchie et le colonel Gennart sur laquelle je ne puis m'exprimer.

02.15 Denis Ducarme (MR): Je vous parlais des déclarations du CHOD et j'ai bien entendu que vous étiez d'accord avec ses déclarations sur la nécessité du droit d'exception par rapport aux droits de l'homme et aux conventions internationales que la Belgique a ratifiées.

02.16 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Vous avez dit auparavant que le colonel Gennart aurait mieux fait de se taire. Cependant, les conventions internationales ont aussi instauré au sein de la doctrine militaire un devoir de désobéissance. Le colonel en a fait usage d'une certaine manière. Il avait le droit de s'exprimer.

Vous dites qu'il aurait dû le faire en vêtements civils et non en uniforme. Néanmoins, cela signifierait ou bien que le chef de la Défense aurait dû également s'exprimer en vêtements civils, ou bien – plus inquiétant – que vous soutenez les propos du chef de la Défense.

Mon problème est que vous souteniez ces propos, tout comme l'ensemble de la majorité, parce que je pense qu'ils ne représentent pas l'avis des militaires dans leur ensemble.

L'incident est clos.

03 Questions jointes de

- **M. Gerald Kindermans** au ministre de la Défense sur "des incidents récents dans le nord de l'Afghanistan au cours desquels des militaires belges auraient été pris pour cible" (n° 764)
- **M. Theo Francken** au ministre de la Défense sur "le remplacement des armes de l'Afghan National Army" (n° 771)
- **M. Theo Francken** au ministre de la Défense sur "les combats dans la zone de Chahar Dara" (n° 772)
- **M. Theo Francken** au ministre de la Défense sur "les opérations menées actuellement en Afghanistan" (n° 773)
- **M. Wouter De Vriendt** au ministre de la Défense sur "les combats violents en Afghanistan" (n° 863)
- **M. Theo Francken** au ministre de la Défense sur "'ELTO belge à Kunduz" (n° 875)
- **M. Theo Francken** au ministre de la Défense sur "les incidents qui se sont produits pendant la période précédant les élections de septembre 2010 en Afghanistan" (n° 876)

03.01 Gerald Kindermans (CD&V): Selon des informations diffusées le vendredi 5 novembre, des troupes belges auraient été impliquées dans de graves incidents survenus dans la province de Kunduz, dans le nord de l'Afghanistan, où nos militaires assurent l'accompagnement des unités militaires afghanes sur le terrain. Le ministre peut-il fournir plus d'explications à ce sujet?

03.02 Theo Francken (N-VA): D'où proviennent les AK-47 dont dispose l'armée nationale afghane (ANA)? S'agissait-il de nouvelles armes ou d'armes de seconde main? Ont-elles été achetées? Ces armes se trouvaient-elles déjà à l'intérieur du pays? Comment les exigences de qualité des armes peuvent-elles être respectées pour une telle quantité? Combien d'armes seront-elles remplacées? Combien d'hommes devront suivre une formation à l'utilisation de ces armes? Combien d'instructeurs faudra-t-il? Pour quand la formation et l'achat doivent-ils être terminés?

Le 5 novembre, la presse a indiqué que l'armée belge avait été impliquée dans une opération menée dans la petite ville de Chahar Dara, au sud-ouest de Kunduz.

Différents incidents de tir se seraient produits et des avions ont été déployés. Le ministre peut-il faire rapport sur cette opération?

Les talibans ont tenu parole et ont perturbé le déroulement des élections parlementaires afghanes du 18 septembre 2010. Des militaires belges auraient également été impliqués dans les incidents. Le ministre peut-il préciser ces informations? L'émission *Panorama* a montré qu'un missile RPG a frôlé un avion belge. Nos alliés nous sont-ils venus en aide? Combien d'incidents de ce type ont-ils déjà eu lieu?

Dans la semaine du 20 au 27 octobre, la force d'intervention rapide à Kaboul aurait été activée. Le

22 octobre, des colonnes de deux ELTO et leurs unités afghanes ont été touchées par une bombe. Le même jour, un F-16, équipé de systèmes d'armement, est sorti à Kandahar. Qu'est-il arrivé exactement?

Récemment, l'ELTO belge à Kunduz a suscité l'intérêt des médias. Des soldats belges devaient accompagner des troupes afghanes participant à l'opération Al Mazak. Certains articles font état de plaintes concernant l'état d'esprit des militaires afghans. Le ministre a-t-il connaissance du problème? L'ELTO en Afghanistan a-t-elle déjà été soumise à une évaluation? Quelles sont les conditions de coopération entre les conseillers belges et les militaires afghans? Qui a défini ces conditions? Comment affiner la coopération? Combien de temps faudra-t-il pour transformer l'armée afghane en une force armée efficace?

03.03 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Des militaires belges ont été impliqués dans des combats dans le nord de l'Afghanistan depuis le 31 octobre 2010. Le ministre peut-il préciser le déroulement du conflit, ainsi que les positions occupées par les Belges et l'armée afghane? Quel appui aérien ont-ils reçu? Quels ont été les dommages? Faut-il déplorer des blessés? Le stock de munitions des Belges était-il suffisant? Les familles des militaires belges ont-elles été suffisamment et rapidement informées et, dans l'affirmative, comment l'ont-elles été? La Défense ne pourrait-elle pas développer un système de contact direct avec les familles et la presse? Suivant l'exemple de l'Allemagne, n'est-il pas possible de fournir des informations détaillées lors de chaque incident?

03.04 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): L'Équipe de Liaison et de Tutorat Opérationnel (ELTO) a participé, de concert avec le premier bataillon de la deuxième brigade du 209^e corps d'armée afghan Kandak, à l'opération dans la région de Shakardara du 30 octobre au 6 novembre 2010. Cette opération avait pour but de sécuriser un village, de mettre en place un avant-poste de combat et de contrôler un tronçon de la route principale. Ce bataillon de l'armée afghane a signalé le 31 octobre et le 1^{er} et 2 novembre des incidents de tir de faible à moyenne intensité. L'ELTO s'est acquittée de sa mission de tutorat tout au long de l'opération. Les rebelles auraient quitté la zone le 3 ou le 4 novembre. Aucun blessé n'est à déplorer et l'ELTO belge n'a subi aucun dommage.

Je recommande à tous les membres de la commission de regarder l'émission *Panorama* consacrée à notre présence dans le nord de l'Afghanistan pour se faire une idée véridique de nos opérations. Ces dernières sont toujours entièrement conformes aux règles d'engagement.

Les États-Unis se chargent de l'équipement de l'armée afghane. Chaque soldat recevra un M-16 qui constituera son arme de dotation. Le recyclage, qui dure environ une semaine par compagnie de 100 à 150 hommes, est assuré par des instructeurs américains secondés par des collègues afghans. Cette formation est actuellement également en cours dans l'unité afghane qui bénéficie de l'accompagnement de l'ELTO belge. Les Belges appuient les enseignants américains et afghans dans cette tâche. La Défense ne dispose pas d'informations précises sur le nombre ni sur le choix des armes.

La force d'intervention rapide est composée de diverses unités et est déployée en cas d'incidents. Certaines unités peuvent être fournies par la compagnie belge du Groupe de Protection de la Force à KAIA.

Le 22 octobre dernier, un engin de fabrication artisanale (*improvised explosive device*) a explosé à l'arrière de la colonne lors d'un déplacement de deux ELTO. L'explosif, à propos duquel je ne possède pas d'autres informations, visait vraisemblablement les FIAS ou les troupes afghanes. Des civils ont conduit deux blessés afghans à l'hôpital de Kunduz.

Le 22 octobre encore, à Kandahar – où se déroule l'opération Guardian Falcon – les troupes alliées qui ont été la cible de tirs ont demandé un appui aérien. L'intervention de l'avion était d'ordre purement militaire. Il a utilisé son armement standard. Après cette intervention, les rebelles ont cessé de tirer.

M. De Vriendt affirme dans sa question que des militaires belges ont été impliqués dans des combats dans le sud de l'Afghanistan, ce qui est inexact.

03.05 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): C'était une erreur. Il s'agit bel et bien du nord de l'Afghanistan.

03.06 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Évidemment.

Les informations qui sont fournies à propos de nos activités dans le nord sont toujours complètes. Un briefing avec la presse a lieu chaque semaine. Les militaires peuvent également transmettre eux-mêmes des informations, bien que bon nombre d'entre eux préfèrent que leurs familles ne soient pas informées lorsqu'un incident s'est produit.

Les commissaires sont-ils d'accord pour que je leur transmette par écrit les réponses à plusieurs questions particulièrement techniques?

03.07 Theo Francken (N-VA): Il nous revient que les militaires afghans ne témoignent pas d'un grand respect à l'égard des Belges et de la formation qu'ils reçoivent. Comment se déroule la coopération d'une manière générale?

03.08 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Les résultats de la première formation peuvent être qualifiés de réussis. La deuxième ELTO opère sous contrôle allemand et a dû faire face au phénomène récurrent de désertion et à des relations difficiles avec la notion d'autorité. Les efforts se concentreront désormais sur ces deux problèmes, y compris dans la structure d'autorité de la formation de l'armée afghane.

Les incidents survenus au cours de la période précédant les élections sont commentés en détail au sein de la commission mixte de suivi. Le 18 septembre 2010, en pleine campagne électorale, une ELTO a subi des tirs à l'arme légère et de missiles. Nos soldats ont réagi conformément aux procédures standard et aucun blessé ni dégât n'ont été à déplorer. Les précisions techniques ont été communiquées à la commission de suivi du mois d'octobre.

03.09 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Le ministre n'a fourni aucune description des incidents survenus depuis le dimanche 31 octobre. Il ne cesse de répéter que les Belges opèrent en deuxième ligne, alors que chacun sait que les deux lignes se confondent lors d'un incident. Une communication ouverte et franche à ce sujet est essentielle, de manière à pouvoir définir avec précision les risques encourus par les équipes de formation.

La politique actuelle de la Défense en matière de communication au sujet de notre mobilisation en Afghanistan est lacunaire. La presse allemande, elle, publie instantanément des communiqués lorsque des incidents se produisent. Les familles des militaires belges sont donc inquiètes mais l'armée ne leur communique aucune information. Il importe de veiller à ce que les informations soient communiquées plus directement et plus rapidement, par exemple par le biais d'un système automatisé, de communiqués de presse succincts comme en Allemagne ou en utilisant la ligne téléphonique du service social de l'armée.

03.10 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Soit M. De Vriendt n'y connaît vraiment rien, soit il a fait appel à de mauvais informateurs. Chaque fois qu'un incident se produit, la personne de contact de chaque membre du personnel est appelée par téléphone. Je n'ai donc pas l'intention de prendre d'autres initiatives car les familles me disent que la transmission des informations est parfaite.

03.11 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Moi, j'ai des témoignages de proches de militaires selon lesquels ils ne sont pas informés par la Défense, ce qui signifie que la politique de la Défense en matière de communication est manifestement imparfaite.

03.12 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): La transmission d'informations n'est pas automatique. C'est le militaire qui décide lui-même s'il souhaite faire prévenir un membre de sa famille, un parent ou une personne de contact au cas où un incident se produirait. De nombreux militaires ne le souhaitent absolument pas.

Un numéro 0800 est mis à disposition 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et 365 jours par an. Tous les membres du personnel de la Défense et tous les membres de leurs familles peuvent appeler ce numéro pour connaître la situation spécifique dans laquelle se trouve un militaire participant à une opération à l'étranger. Cela devrait suffire.

03.13 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Comment explique-t-on que des parents inquiets ne parviennent pas à obtenir des informations? La réponse du ministre ne correspond pas à la réalité.

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **Mme Ine Somers** au ministre de la Défense sur "**le sort du personnel civil travaillant dans les casernes**" (n° 664)

- **Mme Ine Somers** à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "**le sort réservé au personnel civil travaillant dans les casernes**" (n° 670)

04.01 Ine Somers (Open Vld): Je me fais du souci pour le personnel civil des casernes militaires appelées à fermer leurs portes à terme, comme la caserne Westakkers à Sint-Niklaas. Cette caserne sera-t-elle définitivement fermée en 2011 au lieu de 2015? Qu'en est-il de la suspension volontaire des prestations? Le personnel civil sera-t-il transféré dans les services des villes, communes et provinces?

04.02 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Mon plan prévoit la fermeture du quartier Westakkers fin 2011. Les travaux relatifs au projet d'arrêté royal pour la suspension volontaire des prestations des agents de l'État en service au ministère de la Défense nationale ont été arrêtés en raison de la période d'affaires courantes.

En décembre 2009, il a été décidé de rechercher, sur la base de l'arrêté royal du 15 janvier 2007, une solution supplémentaire pour les agents statutaires de la Défense du quartier Westakkers à Sint-Niklaas. Après analyse, il a été décidé de recourir au mécanisme de la mise à disposition conventionnelle. Il s'agit de donner aux membres du personnel civil une chance d'être employés par les services de la ville ou de la commune où ils résident ou à proximité.

Le 24 février 2010, 25 villes et communes situées dans les environs du quartier ont été invitées à participer à une réunion d'information. Une série d'engagements formels ont ensuite été pris par Sint-Niklaas, Kruibeke, Stekene, Tamise, Wetteren, Zwijndrecht, Malines et Termonde. L'arrêté royal dispose que l'application du mécanisme de la mobilité conventionnelle doit être soumise au Conseil des ministres. Étant donné que le gouvernement est chargé des affaires courantes et que le départ du personnel du quartier Westakkers est prévu pour le 1^{er} octobre 2011 au plus tard, il a été décidé d'attendre la formation du nouveau gouvernement pour lui soumettre le dossier.

04.03 Ine Somers (Open Vld): Que fera le ministre si nous sommes toujours dans la même situation en février 2011?

04.04 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Si c'est impossible en période d'affaires courantes, le nouveau gouvernement devra prendre la décision dès après sa constitution.

L'incident est clos.

05 Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur "la recherche de trois militaires belges pilotes d'hélicoptère disparus il y a 45 ans alors qu'ils survolaient la jungle congolaise" (n° 774)

05.01 Gerald Kindermans (CD&V): Fin octobre 2010, il a été annoncé que les armées belge et congolaise recherchaient ensemble les débris d'un hélicoptère qui s'est écrasé en 1964 dans le nord-ouest du Congo. Le ministre peut-il fournir davantage d'explications sur cette opération? S'inscrit-elle dans le cadre de la formation générale des forces armées congolaises par la Belgique?

05.02 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): L'opération qui a été lancée le 8 novembre et se terminera le 19 décembre 2010 se déroulera selon les phases suivantes: l'acheminement sur place du personnel d'installation et du matériel et ensuite du détachement, l'expédition proprement dite et le rapatriement de l'ensemble du personnel et du matériel. 34 militaires belges, dont 16 opéreront dans la forêt tropicale, participent à l'opération. Le Congo fournit 10 soldats des FARDC et 30 porteurs et guides les accompagnent. Des véhicules Unimog et des jeeps Iltis sont amenés de Kananga. Des bateaux pneumatiques, des

véhicules légers, des installations de purification d'eau et un générateur de trois kilos voltampères sont fournis par la Belgique. Des véhicules 4x4 seront également loués. Trois C-130 assureront tous les transports aériens et deux sont déjà prévus pour d'autres missions en Afrique. Compte tenu des risques de l'environnement, un médecin militaire est également mobilisé, des sérums spécifiques ont été achetés et des systèmes radio spéciaux seront utilisés. Le personnel est bien entraîné et informé.

Il a été demandé à la MONUSCO de pouvoir éventuellement disposer d'un hélicoptère pour une évacuation médicale et une installation sanitaire à Kisangani. Cette expédition ne s'inscrit pas dans le cadre du programme de partenariat avec les forces armées congolaises. Il s'agit de retrouver l'épave de l'hélicoptère accidenté en 1965 et les familles des victimes apprécient beaucoup cette initiative.

L'incident est clos.

06 Question de M. Philippe Blanchart au ministre de la Défense sur "les opérations menées à l'étranger" (n° 805)

06.01 Philippe Blanchart (PS): Depuis le 2 décembre 2008, vous n'êtes plus venu nous exposer en commission l'état des lieux des différentes opérations menées à l'étranger par nos militaires. Quelle est la situation de notre engagement en Afrique, dans le cadre bilatéral et multilatéral? Et que pensez-vous de la proposition de la ministre de la Défense sud-africaine de renouveler un accord permettant une collaboration trilatérale pour contribuer à la formation de l'armée congolaise?

06.02 Pieter De Crem, ministre (en français): Au Liban, le détachement BELUFIL 10-10 a occupé depuis le 10 octobre 2010 le compound situé à Atiri. La participation belge concerne une capacité de déminage d'une centaine de personnes. Un "Contacting Builddown" d'une centaine de personnes est occupé à démanteler le compound à Tibnine. Ce démantèlement serait achevé fin novembre 2010.

En Afghanistan, la présence militaire belge se situe à Kaboul, dans le nord à Kunduz et à Mazar-i-Sharif, dans le sud sur la base aérienne de Kandahar.

En Afrique, la Belgique contribue, jusqu'en janvier 2011, avec la frégate *BNS Louise-Marie* et son équipage, à la mission maritime de l'UE de lutte contre la piraterie dans le golfe d'Aden et le bassin somalien. Pour appuyer cette mission, quelques cadres de l'état-major sont déployés au sein du quartier général opérationnel de Northwood au Royaume-Uni et sur le navire français *Amiral de Grasse*.

Cinq militaires belges ont participé à une mission de formation en Ouganda de cadres militaires gouvernementaux somaliens d'avril à septembre 2010. Six autres contribueront à une deuxième instruction.

Un détachement permanent de six personnes à l'état-major de la mission EUSEC (European Community Security Evaluation Agency), qui est impliquée dans la Security Sector Reform dans la RDC.

Un C-130 belge et environ 25 militaires, sont déployés depuis juillet 2009 à Kisangani pour appuyer la mission MONUSCO pour la stabilisation en RDC, et ce jusque fin 2010. Sept militaires belges font partie de la structure d'état-major du quartier général de la MONUSCO à Kinshasa.

Quatre militaires sont observateurs de l'ONU au sein de la mission UNIMIS, United Nations Mission in Sudan.

En RDC, la Belgique continuera à s'investir fin 2010 et en 2011 dans la mise sur pied d'unités de réaction rapide.

Au Bénin, suite à l'achat de quatre hélicoptères A-109, quatre militaires belges dispensent une formation complémentaire d'aide-mécanicien à Cotonou, jusque fin 2010. Pour 2011, un appui belge est envisagé.

Un détachement de cinq militaires s'est déployé à Bujumbura au Burundi en octobre 2010 pour une mission de formation de trois mois, à finaliser en 2011.

Concernant le Rwanda, toutes les activités PPM sont planifiées en Belgique.

La proposition sud-africaine de coopération trilatérale est à l'étude au sein de l'état-major de la Défense.

06.03 Philippe Blanchart (PS): Les chiffres sont clairs. Il serait intéressant que vous puissiez nous donner un exposé didactique en commission.

06.04 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Je vais suivre votre proposition.

L'incident est clos.

07 Question de M. Christophe Bastin au ministre de la Défense sur "l'EUTM Somalie" (n° 843)

07.01 Christophe Bastin (cdH): Une évaluation de la mission EUTM a-t-elle été réalisée? Des études ont montré qu'en Afghanistan, 30 % des soldats et policiers formés désertent. Qu'en est-il des soldats somaliens formés par l'EUTM? Quel *screening* est-il fait des soldats somaliens avant leur formation? N'y a-t-il pas un risque de former les ennemis de demain, connaissant la volatilité du contexte? Quelle suite allez-vous donner à cette participation?

07.02 Pieter De Crem, ministre (*en français*): L'Union européenne n'est pas maître de l'ensemble du processus car elle travaille en collaboration avec l'Ouganda et l'*African Union mission in Somalia* (AMISOM). Les soldats formés (*Somalian Security Forces*) doivent s'intégrer dans l'armée somalienne du gouvernement fédéral transitoire. C'est AMISOM qui assume le rôle de *coaching* et de *mentoring* des nouvelles troupes somaliennes formées.

Le recrutement se fait au sein de la population somalienne. L'Union européenne, l'Ouganda et le gouvernement fédéral transitoire se sont mis d'accord sur les critères de sélection: la diversité et l'équilibre entre les différents clans, la condition médicale et physique, l'âge minimal de 18 ans, le niveau d'éducation ou d'aptitude, l'attitude et la présentation générale et l'absence de condamnation pour violation des droits de l'homme.

La fiabilité future des recrues formées dépendra essentiellement de la capacité du TFG à assumer ses responsabilités liées à la réintégration des SSF fraîchement formés.

La Défense belge participera au début de 2011 avec six militaires à la formation d'un second contingent de soldats et d'officiers somaliens.

07.03 Christophe Bastin (cdH): La réponse est encourageante puisque l'objectif est atteint. J'espère que la mission continuera dans ce sens.

L'incident est clos.

08 Question de M. Christophe Bastin au ministre de la Défense sur "l'A400M" (n° 844)

08.01 Christophe Bastin (cdH): La construction de l'A400M a pris du retard, avec un surcoût important. Un accord sur le financement de ce surcoût est intervenu entre les pays clients et EADS. La presse a mentionné des réductions dans les commandes de cet avion. Au total, 170 avions et non plus 180 seraient donc commandés. Ces réductions de commandes ont-elles une influence sur le surcoût de ce programme et sur la contribution de la Belgique?

08.02 Pieter De Crem, ministre (*en français*): La réduction du nombre d'avions commandés par la Grande-Bretagne et l'Allemagne n'aura aucune influence sur le financement du surcoût de l'A400M. L'accord concernant ce financement tenait compte d'éventuelles réductions de commandes. Il n'y a donc pas de conséquence sur la contribution de la Belgique.

L'incident est clos.

09 Question de M. Anthony Dufrane au ministre de la Défense sur "l'outsourcing de la médecine de première ligne" (n° 847)

09.01 Anthony Dufrane (PS): Dans votre Plan de finalisation pour la transformation de l'armée, la composante médicale subira un mouvement de concentration, et l'externalisation de la médecine de première ligne est prévue. Depuis le 1^{er} octobre 2010, cette externalisation a commencé et le personnel doit se diriger vers des médecins, dentistes et kinésithérapeutes civils agréés.

Comment s'organise cette externalisation? Garderez-vous un nombre limité de médecins militaires? Comment ne pas compromettre la bonne continuité des soins pour le personnel? Qui sera chargé du suivi et à qui les problèmes seront-ils communiqués? Comment se déroule le remboursement des soins? Qu'en est-il de l'accessibilité? Les médecins agréés sont-ils assez nombreux? Comment s'organisent les frais de transport?

Dans les quatre écoles où le régime complet des soins de première ligne a été maintenu, comment s'organisera l'obtention de médicaments dans les pharmacies civiles?

Des informations claires et complètes sur la manière consulter un médecin civil agréé ont-elles été diffusées? La consultation de la liste de ces médecins se fait-elle uniquement via internet?

Les médecins agréés sont-ils suffisamment informés des procédures militaires? Comment s'organise l'agrégation des médecins? Dans le nouveau système, la Défense paie le ticket modérateur directement au médecin: qui va veiller à ce remboursement? Comment sera gérée la charge de travail administrative pour les remboursements des soins et médicaments?

Quelles économies seront-elles réalisées? Cette mesure a-t-elle été analysée avec la ministre de la Santé publique? Quelle sera la charge budgétaire pour le SPF Santé publique?

09.02 Pieter De Crem, ministre (en français): Pour les soins journaliers de première ligne, le personnel de la Défense peut dorénavant faire appel à des prestataires de soins agréés.

La composante médicale n'offrira plus le spectre complet de la médecine de première ligne dans les quartiers de la Défense. Les quatre écoles qui jouissent d'un régime d'internat font exception à cette règle.

Les médecins et dentistes militaires des antennes et centres médicaux régionaux seront chargés de la mise en condition du personnel. La composante médicale garantira une médecine curative de première ligne pendant les exercices et manœuvres et les opérations à l'étranger.

Ce système a été mis en place dès octobre. Pour ne pas compromettre la continuité des soins, l'ancien et le nouveau système coexisteront jusqu'à la fin de l'année. Les problèmes peuvent être communiqués à l'état-major de la composante médicale, le bureau d'appui territorial ou via le site internet.

On pourra s'adresser à un prestataire de soins agréé près de son domicile ou de son lieu de travail. Pour une consultation d'un médecin ou dentiste agréé externe, le patient devra payer la partie remboursée par la mutuelle. Le ticket modérateur sera réglé entre la Défense et le médecin via un système de remboursement trimestriel opéré par la section tarification médicale de la direction générale "Budget et Finances".

Pour la transition, le chef de la Défense a édité deux notes. La Défense transcrit ces modalités générales en

directives détaillées. Le DGHR et la composante médicale organisent des briefings d'information pour tous les chefs de corps, adjudants de corps et caporaux de corps. Toutes les informations pratiques sont disponibles sur le site www.mil.be/infopad.

Un article a aussi été publié le 20 octobre dans le journal d'information *Intern Debriefing*.

Les prestataires agréés ont été informés par courrier et peuvent adresser leurs questions par mail ou via une boîte postale spécifique.

Ces modifications n'engendreront par rapport au service actuel aucun surcoût. Il s'agit d'une opération budgétairement neutre.

09.03 Anthony Dufrane (PS): Avez-vous connaissance de problèmes de remboursement des soins de santé?

09.04 Pieter De Crem, ministre (en français): Selon mes informations, il ne se pose aucun problème.

09.05 Anthony Dufrane (PS): Les procédures d'élaboration sont toujours en cours; tout est-il déjà arrêté?

09.06 Pieter De Crem, ministre (en français): Non, mais nous en sommes au stade de la finalisation.

09.07 Anthony Dufrane (PS): Des réunions conjointes ont-elles été organisées avec la ministre de la Santé?

09.08 Pieter De Crem, ministre (en français): Des réunions conjointes ont lieu avec des représentants du cabinet des Affaires sociales, de nos services militaires, de l'INAMI, mais je ne suis pas au courant de leur ordre du jour. La seule tâche qui leur a été confiée est de mener à bien, durant cette phase de transition, la résolution des problèmes potentiels.

09.09 Anthony Dufrane (PS): Et avez-vous eu des discussions sur l'aspect budgétaire avec la ministre de la Santé?

09.10 Pieter De Crem, ministre (en français): Je le ferai et vous tiendrai au courant.

L'incident est clos.

10 Question de M. Theo Francken au ministre de la Défense sur "la condition physique de nos militaires" (n° 854)

10.01 Theo Francken (N-VA): Ma question porte sur la condition physique désastreuse de nos militaires, que ce soit en termes d'IMC ou de taux de réussite aux tests TMAP. Le ministre peut parfaitement résoudre ce problème dans le cadre des affaires courantes et leur imposer un programme sportif. La seule difficulté consistera à trouver un accord avec les organisations syndicales sur d'éventuelles mesures statutaires, comme le gel de leur situation actuelle en cas d'échec aux tests TMAP.

Quelles mesures ont été prises depuis 2008? Observe-t-on une amélioration? Quelles mesures envisage-t-on de prendre pour garantir la condition physique de nos militaires à l'avenir? Va-t-on veiller à ce que les mauvaises prestations alignées par certains militaires aux TMAP ne restent plus sans conséquences? Combien de militaires ont participé aux TMAP? Combien ne s'y sont pas présentés? Combien de militaires de cinquante ans et plus ont été exemptés? Combien ont été exemptés pour des raisons médicales? Combien de participants ont réussi les TMAP et combien ont échoué? Le ministre peut-il donner un aperçu de l'évolution de ces données au cours des cinq dernières années par sexe, par âge, par unité, par caserne et par compagnie? Quelles conclusions d'ordre général peut-on tirer de ces données?

10.02 Pieter De Crem, ministre (en néerlandais): Dans ma note d'orientation politique, j'ai annoncé la création d'un groupe de travail chargé d'effectuer une radioscopie de la politique sportive à la Défense. Parallèlement, j'ai commandé à l'Université Libre de Bruxelles une étude scientifique sur l'évolution de la

condition physique des militaires. Cette étude sera achevée d'ici à la fin du mois de juin 2011.

Il importe de mettre en œuvre une politique fonctionnelle cohérente en matière de sport. Il faut en outre assurer un suivi individuel sur le plan physique depuis le recrutement jusqu'à la pension. Enfin, il convient de proposer un entraînement opérationnel physique adapté, encadré par des instructeurs qualifiés. La Défense a donc décidé elle aussi de lutter contre la surcharge pondérale en prenant des mesures à la fois préventives et curatives.

Sur le plan curatif, le programme MeNuFit, assorti d'un accompagnement multidisciplinaire, a été élaboré à l'Hôpital Militaire Reine Astrid. Sur le plan préventif sera lancée une campagne de sensibilisation dans le cadre de laquelle tant les membres du personnel que les cuisiniers seront l'objet d'une approche individualisée. En outre, un diététicien numérique fournira aux militaires un accompagnement individuel par l'intermédiaire d'un site web.

La mise en œuvre de toutes ces mesures est actuellement en cours. Aussi n'avons-nous pas encore de résultats. Quand l'étude scientifique sera achevée, elle servira de base à la réalisation de nouveaux tests fonctionnels et un programme d'entraînement spécifique y sera lié.

Parallèlement à cette refonte complète de la politique en matière de sport, une étude est consacrée à l'évaluation des mesures préventives censées assurer le maintien d'une condition physique opérationnelle suffisante. Les résultats de cette étude sont attendus pour fin 2012. Lorsque cette étude sera achevée, les mesures transitoires seront arrêtées et des moyens seront mis à la disposition des militaires pour atteindre les objectifs.

Dès que j'aurai les chiffres demandés, je vous les ferai parvenir.

10.03 Theo Francken (N-VA): Je sais que le ministre s'inquiète de la situation, mais pour certains soldats il semble qu'il soit déjà trop tard et il serait préférable qu'ils quittent l'armée. Actuellement, alors qu'ils représentent 5 % du personnel en mission à l'étranger, les 50 ans et plus bénéficient d'une dispense. J'estime qu'ils doivent réussir les tests TMAP et être en parfaite condition physique. L'absence de risque de sanction est une erreur. Certains ne se présentent pas aux tests TMAP et un large groupe en est dispensé. Chaque année, la moitié de nos soldats réussissent les tests. Même en affaires courantes, une sanction peut être envisagée et les responsables des unités peuvent être incités à obliger leurs soldats à faire du sport deux fois par semaine.

L'incident est clos.

11 Question de Mme Valérie De Bue au ministre de la Défense sur "la restructuration de l'OTAN" (n° 868)

11.01 Valérie De Bue (MR): Le 28 octobre dernier, s'est tenue une réunion de la CNAD. Des rumeurs circulent sur une possible délocalisation du SHAPE vers Rheindalen, en Allemagne. Des études seraient en cours en vue de démontrer la possibilité d'une meilleure infrastructure à Rheindalen. Avez-vous eu écho de ces rumeurs? Pouvez-vous nous donner plus d'informations? L'investissement de l'OTAN dans la région montoise représente près de 450 millions par an.

11.02 Pieter De Crem, ministre (en français): La CNAD est une réunion des directeurs pour l'armement de chaque pays membre de l'OTAN. Je n'ai donc pas participé à cette réunion. D'ailleurs, le sujet n'est pas traité au niveau des directeurs pour l'armement.

À la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN du 14 octobre dernier, un nouveau modèle comportant six commandements a été approuvé. Aucune décision n'est intervenue sur la localisation de ces commandements. La décision sera prise à l'occasion de la réunion des ministres de la Défense de l'OTAN en juin prochain.

11.03 Valérie De Bue (MR): Néanmoins, je m'inquiète que l'on étudie une éventuelle délocalisation hors de la région de Nimy-Maisières, région en difficulté économique. Comptez-vous mettre tout en œuvre pour maintenir le SHAPE en Belgique? Quels sont les arguments que vous pourriez défendre?

11.04 Pieter De Crem, ministre (*en français*): Je mettrai tout en œuvre pour garder le SHAPE en Belgique. Le rôle joué par notre pays depuis trois ans et le fait d'être redevenu un partenaire fiable renforcent encore nos arguments.

L'incident est clos.

12 Question de M. Siegfried Bracke au ministre de la Défense sur "les prestations de la Belgique dans le cadre de l'exercice paneuropéen de défense contre les cyberattaques" (n° 874)

12.01 Siegfried Bracke (N-VA): Un exercice paneuropéen de défense contre les cyberattaques a été organisé récemment. En Estonie, une attaque de ce type a provoqué le chaos le plus total, paralysant notamment les banques et les sites internet de quotidiens. Le ministre a confirmé que notre pays avait également déjà été la cible d'une cyberattaque. Plusieurs experts auraient été engagés dans le souci de se préparer à ce phénomène.

En quoi consistait l'attaque simulée dans le cadre de cet exercice? A-t-on également inclus les problèmes du cyberespionnage et du cybersabotage? Quelles institutions belges ont été impliquées dans cette simulation? Quels enseignements peut-on tirer de ce test? Comment s'est déroulée la collaboration avec d'autres États membres? Pourra-t-on éviter à l'avenir les attaques contre un ou plusieurs États membres?

12.02 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Une attaque des lignes de communications reliant divers pays européens a été simulée à l'occasion du premier exercice paneuropéen de cyberattaque, de manière à tester la coordination entre différents États membres.

Du côté belge, les instances engagées étaient le *Computer Emergency Respons Team* (CERT.be), le SPF Technologies de l'Information et de la Communication (Fedict) et la *Federal Computer Crime Unit* (FCCU). L'IBPT et le CERT de la Défense ont assisté à l'exercice en tant qu'observateurs.

Il n'appartient pas à la Défense, qui ne dispose d'ailleurs pas des moyens nécessaires, d'assurer la protection de tous les systèmes publics, des infrastructures nationales critiques et des entreprises belges contre les cyberattaques. Le service général du renseignement et de la sécurité apporte toutefois un soutien permanent à d'autres services publics fédéraux.

Fedict a piloté la participation belge et dresse actuellement la carte des infrastructures nationales critiques et des menaces spécifiques.

J'ai demandé à quel moment serait organisé le prochain exercice. Dans les semaines à venir, le service de renseignements de l'armée participera à l'*international cyber defense workshop* des États-Unis et au *NATO cyber defense exercise 2010*. Il s'agit principalement de formations destinées à parer les infiltrations dans un réseau ou sa perturbation.

Je ferai parvenir un rapport intéressant à M. Bracke sur la cyberattaque visant l'Estonie. Il en ressort qu'une cyberattaque de ce type est généralement minutieusement préparée et cible les carrefours de communications critiques, de manière à déstabiliser les applications publiques.

12.03 Siegfried Bracke (N-VA): Cet exercice portait donc surtout sur la simulation d'une attaque sur le réseau de communication international. Quels enseignements en a-t-on tiré? Serait-il possible de communiquer le rapport sur l'Estonie aux membres de la commission?

Le ministre n'a fourni aucune précision à ce sujet.

12.04 Pieter De Crem, ministre (*en néerlandais*): Je vous propose de revenir sur ce point lors d'une prochaine réunion. Les membres de la N-VA qui siègent au sein de la commission de suivi, du Comité P et du Comité R peuvent certainement fournir des documents intéressants à M. Bracke.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 17 h 45.

De vergadering wordt geopend om 15.00 uur en voorgezeten door de heer Patrick Moriau.

01 Vraag van de heer Steven Vandeput aan de minister van Landsverdediging over "de opvang van asielzoekers in de kazerne van Helchteren" (nr. 644)

01.01 Steven Vandeput (N-VA): Volgens de pers is de kazerne van Helchteren uitgekozen voor de opvang van 550 asielzoekers. Dat zou naar verluidt wel belangrijke investeringen vergen. Kan de minister dit bevestigen? Over welke infrastructuurwerken gaat het en wat zullen ze kosten? Zullen de gebouwen klaar zijn om tegen december het voorziene aantal asielzoekers op te vangen? Gaat het hier om een gesloten of een open opvangcentrum? Is de opvang tijdelijk?

Voorzitter: Filip De Man.

Werd er bij de keuze voor Helchteren rekening gehouden met de impact op het dossier van de noord-zuidverbinding? Staat de federale overheid volledig in voor de kosten of zullen het OCMW en de gemeente een deel ervan moeten dragen? Hoe zal men het onderwijs en de ontspanning organiseren voor de kinderen in dat centrum?

01.02 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Op 27 en 28 oktober heeft het kernkabinet een werkgroep belast met het organiseren van noodopvang op vier sites van Defensie en op een van de Regie der Gebouwen.

Voor Defensie gaat het over de sites in Bastogne, Bierset en Helchteren, elk goed voor 550 opvangplaatsen. Daarnaast zal er op het militaire domein in Weelde met containers in 512 plaatsen worden voorzien. De site van de Regie der Gebouwen in Gembloux levert 250 plaatsen op.

De sites zijn gekozen op basis van volgende criteria: beschikbaarheid, met name leegstaande kazernes of kazernes waarin het gedeelte voor de asielzoekers kan worden afgescheiden van dat voor de militairen; een opvangcapaciteit voor 250 tot 550 mensen; de mogelijkheid om nutsvoorzieningen en gebouwen te kunnen aanbieden. Helchteren voldoet aan al deze criteria.

Defensie stelt de gronden en gebouwen ter beschikking in de staat waarin ze zich bevinden via een domeinconcessie voor een jaar, tot 30 november 2011. Als er op dat ogenblik opnieuw behoefte is aan extra opvangcapaciteit, zal er worden onderhandeld over een overdracht aan de Regie der Gebouwen in ruil voor extra kredieten voor Defensie, gelijk aan de verkoopwaarde van het terrein.

Het Belgische Rode Kruis is belast met de organisatie van de noodopvang op de terreinen. De installatie- en beheerskosten worden geraamd op 35 miljoen euro. Deze middelen worden verleend aan Fedasil en ter beschikking gesteld van het Rode Kruis.

01.03 Steven Vandeput (N-VA): Ik blijf wel zitten met de vraag of de kazerne van Helchteren vandaag al beschikbaar is voor opvang.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen wordt geschorst van 15.10 uur tot 15.45 uur.

02 Samengevoegde vragen van

- de heer Patrick Moriau aan de minister van Landsverdediging over "de overplaatsing van kolonel Gennart" (nr. 673)
- de heer David Geerts aan de minister van Landsverdediging over "de uitspraken van generaal Delcour omtrent de bevoegdheden van de Raad van State" (nr. 683)
- de heer Bert Maertens aan de minister van Landsverdediging over "het geweigerde ontslag van CHOD Charles-Henri Delcour" (nr. 719)
- de heer Bert Maertens aan de minister van Landsverdediging over "de overplaatsing van kolonel Gennart" (nr. 725)

- de heer Gerald Kindermans aan de minister van Landsverdediging over "de recente uitspraken van de Chef van Defensie, Charles-Henri Delcour, naar aanleiding van de tijdelijke schorsing van de overplaatsing van kolonel Luc Gennart, hoofd van de luchtmachtbasis van Florennes" (nr. 731)
- de heer Wouter De Vriendt aan de minister van Landsverdediging over "het geweigerde ontslag van CHOD Charles-Henri Delcour" (nr. 785)
- de heer Patrick Moriau aan de minister van Landsverdediging over "de militaire tucht en de uitspraken van de Chef Defensie" (nr. 803)
- de heer Denis Ducarme aan de minister van Landsverdediging over "de verklaringen in de pers van de stafchef en de adjunct-stafchef" (nr. 864)
- de heer Denis Ducarme aan de minister van Landsverdediging over "de stand van zaken met betrekking tot de procedures tegen kolonel Gennart" (nr. 865)
- mevrouw Juliette Boulet aan de minister van Landsverdediging over "de beslissingen van de Raad van State ten aanzien van kolonel Gennart, de uitspraken van de Chef Defensie en diens ontslag" (nr. 866)

02.01 Patrick Moriau (PS): Welke feitelijke en rechtsredenen hebben de generale staf ertoe gebracht kolonel Gennart vroegtijdig van zijn functies te ontheffen? Wanneer werd die beslissing genomen?

Ingevolge het arrest van de Raad van State waarin kolonel Gennart in het gelijk werd gesteld, heeft Chef Defensie Charles-Henri Delcour verklaringen afgelegd die op luid protest vanwege de vakbonden, de politieke wereld en het verenigingsleven zijn gestuit. Zo stelde generaal Delcour aan de wetgever voor om het leger specifieke ordemaatregelen te laten nemen, aangezien hij het wettelijk kader te restrictief vindt, meer bepaald wat betreft de verplichtingen die voortvloeien uit de mensenrechtenverdragen.

Wat vindt u van die uitspraken? Wat vindt u ervan dat de Chef Defensie een persconferentie houdt waarop hij de beslissing van de Raad van State betwist?

Hoe en op grond van welke wetgeving werkt het tuchtstelsel bij het leger? Hoe evalueert u die werking? In welke specifieke gevallen kan een militair naar de Raad van State stappen om een tuchtstraf te laten vernietigen? Over welk soort tuchtstraf ging het in het geval van kolonel Gennart? Wat is het voornaamste verschil tussen de tuchtstraffen binnen het leger enerzijds en bij de overige federale overheidsdiensten anderzijds?

In hoeverre moet het rekening houden met de 'militaire specificiteit' ruimte laten voor afwijkingen, niet alleen van onze Grondwet maar ook van de internationale mensenrechtenverdragen? Vindt u ook dat er ter zake een wetgevend initiatief vereist is?

Terwijl ons landje zowat overal ter wereld anderen de les gaat spellen over de eerbiediging van de mensenrechten, zou ik onder de grond willen kruipen van schaamte wanneer ik de Chef Defensie hoor zeggen dat sommige internationale verdragen, meer bepaald met betrekking tot de mensenrechten, vaak onverenigbaar zijn met de gebruikelijke ordemaatregelen bij het leger.

02.02 Bert Maertens (N-VA): Kolonel Gennart vocht zijn overplaatsing aan bij de Raad van State en kreeg daar gelijk. Welke regels gelden bij de overplaatsing en vervroegde overplaatsing van militairen? Wie beslist hierover? Wat zijn de beroepsmogelijkheden voor de betrokken militair? Wat was bij kolonel Gennart de officiële motivering voor zijn overplaatsing? Wat zijn de andere mogelijke tucht- en ordemaatregelen binnen het leger?

Volgens de persberichten van 4 november heeft de CHOD, generaal Delcour, zijn ontslag aangeboden. De minister zou dat geweigerd hebben, waarop de Chief of Defense een persconferentie gaf naar aanleiding van de uitspraak van de Raad van State over de overplaatsing van kolonel Gennart naar Beauvechain. Generaal Delcour bleek een probleem te hebben met het *overrulen* van interne orde- en tuchtmaatregelen door de Raad van State. Dit verbaast mij, want het is een goede zaak dat de Belgische krijgsmacht niet boven de wet staat. De generaal waarschuwde ook dat een dergelijke verregaande inmenging door de Raad van State moeilijkheden kan veroorzaken voor het personeelsbeleid en de orde- en tuchtmaatregelen binnen het leger.

Heeft de CHOD nu al dan niet zijn ontslag aangeboden? Zo ja, waarom heeft de minister het ontslag geweigerd? Kan de werking van Defensie daadwerkelijk in het gedrang komen indien geen duidelijkheid bestaat over de bevoegdheid van de Raad van State om uitspraken te doen over tucht- en ordemaatregelen in de krijgsmacht? Vindt de minister een eventueel wetgevend initiatief noodzakelijk?

02.03 Gerald Kindermans (CD&V): De Raad van State heeft de overplaatsing van kolonel Gennart geschorst. Nu is de Raad van State wel bevoegd voor tuchtmaatregelen maar niet voor ordemaatregelen. Kan de minister bevestigen dat het in dit geval wel degelijk om een ordemaatregel gaat? Op welke manier zou de beslissing de operationaliteit van onze troepen kunnen beïnvloeden? Wat zijn de gevolgen voor de veiligheid van onze soldaten op het terrein als beslissingen als een overplaatsing voortaan bij de Raad van State kunnen worden aangevochten?

02.04 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): De Chef Defensie (CHOD) generaal Delcour zou op 29 oktober zijn ontslag hebben aangeboden of daarmee toch hebben gedreigd. Wat was de motivering van de CHOD? Hoe staat de minister tegenover de reactie van de CHOD op de uitspraak van de Raad van State? Heeft de CHOD al eerder gedreigd met ontslag? Hoe kan het vertrouwen worden hersteld?

02.05 Denis Ducarme (MR): Op 29 oktober hielden de stafchef, generaal Delcour, en zijn adjunct, generaal Van Caelenberg, een persconferentie als reactie op het feit dat kolonel Gennart door het gerecht in het gelijk was gesteld met betrekking tot de ontzetting uit zijn functie van bevelhebber tijdens de feesten van de Wing te Florennes en zijn voortijdige mutatie. Er werden toen verrassende uitspraken gedaan. Naast de persoonlijke aanvallen, die een afrekening leken te maskeren, werd niet alleen stevig kritiek geleverd op een rechterlijke beslissing, wat indruist tegen het beginsel van de scheiding der machten, maar werd ook een oproep gedaan om via wetgeving op te treden tegen een zekere mate van incompatibiliteit tussen de legerdiscipline en de mensenrechten...

Het meest verrassende is de oorverdovende stilte van de minister die tien dagen gewacht heeft alvorens de kritiek van het leger op een rechterlijke beslissing en de vraag om een uitzonderingsrecht in te voeren in het juiste kader te plaatsen. Was u op de hoogte van die persconferentie? Steunt u het initiatief of heeft u intern opmerkingen gemaakt of sancties getroffen tegen de stafchef en de adjunct-stafchef? Zijn er nieuwe orde- of tuchtprocedures tegen kolonel Gennart aan de gang of in voorbereiding?

02.06 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Dit debat zou verder moeten gaan dan het aanklagen van de vervlaamsing van het leger. Men zou het ook moeten hebben over een zekere malaise die heerst binnen de commissie voor de Landsverdediging. Het wettelijk kader en de mogelijkheden om zich uit te drukken moeten worden verduidelijkt.

De Chef Defensie heeft blijkbaar zijn ontslag ingediend voor de persconferentie om daarna excessieve kritiek uit te oefenen op de beslissingen van de Raad van State. Hij stelde zelfs voor om de wet te herzien, stellende dat zijn inziens de mensenrechtenverdragen niet toelaten om gebruikelijke tuchtmaatregelen te nemen.

De voorzitter van de mensenrechtenliga heeft gereageerd op de uitspraken van de Chef Defensie en legde de nadruk op het feit dat het positief recht moet worden aangepast aan de internationale verdragen en niet het tegenovergestelde. Hij stelt dat die verklaringen van de Chef Defensie juridisch geen steek houden.

Mijnheer de minister, want denkt u ervan? De meerderheid is vandaag verdeeld over de keuze die ze gemaakt heeft met betrekking tot de aanwijzing van de Chef Defensie.

Zijn de rechtsstaat, de scheiding der machten, de eerbiediging van de fundamentele rechten dan niet van toepassing binnen Landsverdediging? Men wordt officier door getrouwheid te zweren aan de wetten van het Belgische volk en dus aan de internationale verdragen die België bekrachtigd heeft. Zouden die dan niet altijd en overal van toepassing zijn?

Hoe staat het met de vrijheid van meningsuiting bij het leger? Wie nam de door de Raad van State vernietigde beslissing ten aanzien van kolonel Gennart? Op welke basis?

02.07 Minister Pieter De Crem (Frans): Het verzoekschrift voor de Raad van State had betrekking op twee

beslissingen die op 28 oktober 2010 door de militaire autoriteiten werden genomen: het verbod voor kolonel Gennart om aanwezig te zijn op de jaarlijkse viering van de eenheid op 29 oktober 2010 en de vervroegde overplaatsing van betrokkene op 3 november 2010, in plaats van op 1 december 2010 zoals aanvankelijk gepland.

Die maatregelen stoelden op artikel 11, § 1, van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de Krijgsmacht, op grond waarvan de oversten ordemaatregelen kunnen nemen. Aangezien het hier om een individueel dossier gaat en de procedures hangende zijn, wil ik hier niet over uitweiden.

(Nederlands) Betrokkene heeft onmiddellijk, op 28 oktober 2010, de schorsing van de maatregelen gevraagd bij de Raad van State. Deze velde de volgende ochtend een schorsingsarrest. Daartegen is geen beroep mogelijk. De Raad van State meent dat betrokkene voor de eerste beslissing had moeten worden gehoord en dat een termijn van twee dagen onvoldoende was om zich te kunnen verdedigen tegen de vervroegde mutatie.

(Frans) Er loopt een tuchtprocedure tegen kolonel Gennart. Het komt de militaire autoriteiten toe te oordelen of er nog andere procedures moeten worden opgestart.

(Nederlands) Defensie heeft de orde en het goede functioneren veilig willen stellen, maar de Raad van State heeft de gemotiveerde beslissingen geschorst. De rechten van verdediging van het militaire personeel moeten verzoenbaar zijn met de noodzaak aan orde en goed functioneren, zeker bij militaire operaties.

Ik bereid geen wetswijziging voor. Dat kan ook niet in lopende zaken. Ik betrouw erop dat alle instellingen steeds uiterst zorgvuldig zullen omgaan met hun respectievelijke bevoegdheden.

(Frans) De dag zelf, op 29 oktober 2010, werd er bij de generale staf op initiatief van de Chef Defensie een persconferentie georganiseerd.

(Nederlands) Het gerucht dat generaal Charles-Henri Delcour zijn ontslag zou hebben aangeboden, klopt niet. Ik heb geen brief van hem ontvangen en dergelijke zaken gebeuren nooit mondeling. Persartikelen die dergelijke zaken schrijven hebben een louter speculatief karakter. Aangezien hij zijn ontslag niet heeft gegeven, kan ik het ook niet weigeren. Ik ben trouwens tevreden over mijn samenwerking met de CHOD.

(Frans) Ik ben tevreden over de samenwerking met de Chef Defensie en over de manier waarop hij het departement leidt.

(Nederlands) Dit gebeurt in goede en soms in moeilijke omstandigheden, uiteraard met het volste respect voor de mensenrechten en de scheiding der machten.

De wetgeving voorziet sedert 2004 niet meer in de militaire rechtscolleges in vredestand.

Diverse militaire richtlijnen handelen over de vrijheid van mening en meningsuiting.

(Frans) Volgens deze regelgeving doen de militairen die gebruik maken van hun recht op vrije meningsuiting dat in eigen naam en onder hun eigen verantwoordelijkheid. Als ze in uniform zijn, moeten ze aangeven dat ze hun eigen mening verkondigen en er bij de media op aandringen dat dit uitdrukkelijk wordt vermeld.

(Nederlands) In het begin van dit jaar heb ik ter zake al geantwoord in deze commissie. Ik kom op dit antwoord even terug.

(Frans) De militairen mogen hun mening in alle omstandigheden vrij uiten. Ik heb dit trouwens steeds aangemoedigd. In mijn hoedanigheid van minister beschouw ik dit als een troef omdat het mij de mogelijkheid biedt mijn eigen mening te geven.

De militairen die in het buitenland aan operaties deelnemen, beschikken in beperkte wijze over de meest moderne communicatiemiddelen die zij zonder censuur mogen gebruiken.

De bevoegdheid van de overheid van Defensie inzake overplaatsing van officieren wordt geregeld door twee artikelen van KB's. Artikel 41 van het KB van 21 december 2001 houdende de algemene structuur van het ministerie van Defensie geeft de lijst van de functies waarvoor de officieren worden aangesteld door de Koning. Artikel 67 van het KB van 7 april 1959 houdende het statuut van de officieren bepaalt dat de aanwijzing van de opper- en hoofdofficieren voor een ambt van opperofficier door de minister wordt beslist met goedkeuring van de Koning. De aanwijzingen van de andere officieren worden beslist door de directeur-generaal Human Resources.

(Nederlands) Daarnaast zijn er ook bijzondere bepalingen, zoals voor het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie en de Koninklijke Militaire School. Het spreekrecht is dus gegarandeerd en de zwijgplicht is nergens in de militaire reglementen opgenomen.

(Frans) Iemand heeft een kans gemist om te zwijgen.

Spreken is zilver maar zwijgen is goud.

Op grond van onwaarheden kan men eender wat beweren!

02.08 Patrick Moriau (PS): Wat voor mij telt, is de mens. Men wordt officier door de eed van getrouwheid aan de wetten van het Belgisch volk af te leggen. De internationale verdragen die door België geratificeerd zijn, maken er integraal deel van uit. U heeft me vandaag erg teleurgesteld. Als u de logica van de verklaringen van generaal Delcour aanvaardt, dan geeft u ook gelijk aan al degenen die, van Neurenberg tot Den Haag, hun daden hebben geminimaliseerd door door de jaren heen te herhalen dat ze slechts bevelen hebben opgevolgd. Daarover heeft u niets gezegd.

02.09 Gerald Kindermans (CD&V): Afgaande op de reacties zou deze kwestie beter puur technisch worden benaderd in plaats van politiek.

02.10 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Heeft de minister er weet van of de CHOD bedreigd zou hebben met ontslag? Dat is nog iets anders dan de indiening van het ontslag zelf.

02.11 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Dat weet ik niet.

02.12 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Mijn conclusie is dan toch dat dit geen mooi verhaal is. Het is belangrijk dat de zaken in het leger juridisch correct verlopen. De uitspraken komen van het hoofd van Defensie en moeten getuigen van respect voor onze rechtsorde, wat hier niet het geval was.

02.13 Denis Ducarme (MR): Wat is de aard van de tuchtprocedure die nu tegen kolonel Gennart loopt en hoe wordt zij verantwoord? Ik stel met verbazing vast dat de minister van Defensie generaal Delcour steunt als hij de invoering bepleit van het recht om af te wijken van de mensenrechten en de internationale verdragen met betrekking tot de interne tucht op het departement.

02.14 Minister Pieter De Crem (Frans): Ik overweeg geen aanpassing noch wijziging van de wet! Er is een procedure aan de gang tussen de hiërarchie en kolonel Gennart en ik kan mij daar niet over uitspreken.

02.15 Denis Ducarme (MR): Ik had het over de uitspraken van de CHOD en ik heb begrepen dat u akkoord gaat met die uitspraken over de noodzaak om het recht in te voeren om af te wijken van de mensenrechten en de internationale verdragen die België bekrachtigd heeft.

02.16 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Eerst zei u dat kolonel Gennart beter had gezwegen. De internationale verdragen hebben in de militaire doctrine het begrip 'ongehoorzaamheidsplicht' ingevoerd. In een zekere zin heeft kolonel Gennart daar gebruik van gemaakt. Hij had het recht zijn mening te uiten.

U zegt dat hij het in burgerlijke kledij en niet in uniform had moeten doen. Maar dat zou tevens betekenen dat de CHOD ook in burgerlijke kledij had moeten spreken, ofwel – en dat is nog meer verontrustend – dat u het met hem eens bent.

Ik heb een probleem met het feit dat u, zoals trouwens de meerderheid in haar geheel, de CHOD steunt omdat ik ervan overtuigd ben dat hij de mening van de militairen in hun geheel niet vertolkt.

Het incident is gesloten.

03 Samengevoegde vragen van

- de heer Gerald Kindermans aan de minister van Landsverdediging over "recente incidenten in Noord-Afghanistan waarbij ook Belgische militairen onder vuur zouden zijn gekomen" (nr. 764)
- de heer Theo Francken aan de minister van Landsverdediging over "de herbewapening van de Afghan National Army" (nr. 771)
- de heer Theo Francken aan de minister van Landsverdediging over "de gevechten rond Chahar Dara" (nr. 772)
- de heer Theo Francken aan de minister van Landsverdediging over "de huidige operaties in Afghanistan" (nr. 773)
- de heer Wouter De Vriendt aan de minister van Landsverdediging over "de hevige gevechten in Afghanistan" (nr. 863)
- de heer Theo Francken aan de minister van Landsverdediging over "het Belgische OMLT in Kunduz" (nr. 875)
- de heer Theo Francken aan de minister van Landsverdediging over "de incidenten in de aanloop naar de verkiezingen in Afghanistan van september 2010" (nr. 876)

03.01 Gerald Kindermans (CD&V): Volgens berichten van vrijdag 5 november zouden Belgische troepen betrokken zijn geweest bij zware incidenten in de noordelijke Afghaanse provincie Kunduz, waar onze militairen Afghaanse legereenheden begeleiden op het terrein. Kan de minister hierover meer uitleg geven?

03.02 Theo Francken (N-VA): Van waar komen de AK-47's waarmee het Afghan National Army (ANA) werd uitgerust? Waren deze nieuw of tweedehands? Waren ze aangekocht? Bevonden deze wapens zich al binnen de landsgrenzen? Hoe kunnen de kwaliteitseisen van de wapens bij een dergelijke hoeveelheid worden nagekomen? Hoeveel wapens worden vervangen? Hoeveel troepen moeten daarbij worden omgeschoold? Hoeveel instructeurs zijn er vereist? Tegen wanneer wil men de omscholing en de aankoop afronden?

Op 5 november maakte de pers melding van het feit dat het Belgische leger betrokken was bij een operatie in het stadje Chahar Dara in het zuidwesten van Kunduz.

Er zouden verschillende schietincidenten geweest zijn en er werden vliegtuigen ingezet. Kan de minister verslag uitbrengen over deze operatie?

De taliban heeft woord gehouden en heeft de Afghaanse parlementsverkiezingen van 18 september 2010 verstoord. Ook Belgische militairen zouden betrokken zijn geweest bij incidenten. Kan de minister dat verduidelijken? In de uitzending van *Panorama* zagen we dat een RPG-raket rakelings voorbij een Belgisch voertuig vloog. Hebben onze bondgenoten steun verleend? Hoeveel soortgelijke incidenten hebben er al plaatsgevonden?

In de week van 20 tot 27 oktober zou er een activering van de snelle interventiemacht in Kabul zijn geweest. Op 22 oktober werden colonnes van twee OMLT's en hun Afghaanse eenheden getroffen door een bom. Diezelfde dag werd in Kandahar een F-16 ingezet, waarbij gebruik gemaakt werd van wapensystemen. Wat is er precies gebeurd?

Recentelijk was er heel wat aandacht in de media voor het Belgische OMLT in Kunduz. Belgische troepen zouden Afghaanse troepen begeleiden die deelnemen aan de operatie-Al Mazak. In sommige persartikelen wordt geklaagd over de mentaliteit van de Afghaanse militairen. Is de minister op de hoogte van deze problematiek? Is het OMLT in Afganistan al geëvalueerd? Wat zijn de samenwerkingsvoorwaarden tussen de Belgische adviseurs en de Afghaanse militairen en wie heeft die vastgelegd? Hoe kan de samenwerking gestroomlijnd worden? Hoeveel tijd zal er nodig zijn om het Afghaans leger om te vormen tot een efficiënte

militaire macht?

03.03 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Vanaf 31 oktober 2010 geraakten Belgische militairen betrokken bij gevechten in het noorden van Afghanistan. Kan de minister het verloop van het conflict verduidelijken, alsook de posities van de Belgen en van het Afghaanse leger? Waaruit bestond de luchtsteun? Welke schade was er? Zijn er gewonden? Was de munitievoorraad van de Belgen voldoende groot? Werd de familie van de Belgische militairen voldoende en snel genoeg geïnformeerd en zo ja, hoe is dit gebeurd? Kan Defensie geen systeem op punt stellen om de familieleden en de pers rechtstreeks te contacteren? Kan er, naar Duits model, bij elk incident geen gedetailleerde informatie worden meegedeeld?

03.04 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Het Operational Mentoring and Liaison Team (OMLT) heeft samen met het eerste bataljon van de tweede brigade van het 209e Afghaanse legerkorps Kandak deelgenomen aan de operatie in de regio Shakardara van 30 oktober tot 6 november 2010. De operatie had tot doel een dorp veilig te stellen, een *combat outpost* op te stellen en een deel van de hoofdweg te controleren. Het voornoemde bataljon van het Afghaanse leger meldde op 31 oktober en 1 en 2 november schietincidenten met lichte tot gemiddelde intensiteit. Het OMLT heeft zijn mentoring-taak gedurende de hele operatie uitgevoerd. De opstandelingen zouden de zone hebben verlaten op 3 of 4 november. Er vielen geen gewonden en er was geen schade bij het Belgische OMLT.

Ik raad alle commissielieden aan om de *Panorama*-uitzending over onze aanwezigheid in het noorden van Afghanistan te bekijken om een waarheidsgetrouw beeld te krijgen van onze operaties, die steeds volledig conform de *rules of engagement* zijn.

De VS staan in voor de uitrusting van het Afghaanse leger. Elke soldaat zal een M-16 als standaardwapen ontvangen. De omscholing, die ongeveer een week per compagnie van 100 tot 150 personen duurt, gebeurt door Amerikaanse instructeurs, bijgestaan door Afghaanse collega's. De omscholing gebeurt momenteel ook bij de Afghaanse eenheid die door het Belgische OMLT wordt begeleid. De Belgen staan de Amerikaanse en Afghaanse onderrichters daarin bij. Defensie beschikt niet over precieze informatie over de aantallen of de keuze van het wapen.

De snelle interventiemacht bestaat uit verschillende onderdelen en wordt ingezet bij incidenten. Bepaalde onderdelen kunnen worden geleverd door de Belgische Force Protection Group KAIA.

Op 22 oktober is tijdens een verplaatsing van twee OMLT-ploegen een *improvised explosive device* ontploft achter aan de colonne. Het explosief, waarover ik verder geen informatie heb, was waarschijnlijk tegen de ISAF of de Afghaanse troepen gericht. Twee Afghaanse gewonden werden door burgers naar het hospitaal in Kunduz gebracht.

In Kandahar – waar de operation Guardian Falcon plaatsvindt – werd op 22 oktober luchtsteun gevraagd door geallieerde troepen die beschoten werden. De inzet van het vliegtuig was zuiver militair. Het heeft gebruik gemaakt van de standaardbewapening. Na deze interventie hebben de opstandelingen het vuren gestaakt.

De heer De Vriendt beweert in zijn vraag dat Belgische militairen betrokken waren bij “gevechten in het zuiden van Afghanistan”, maar dat klopt niet.

03.05 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Dat was een vergissing. Het gaat wel degelijk over het noorden.

03.06 Minister Pieter De Crem (Nederlands): Natuurlijk.

De informatie die wordt gegeven over onze inzet in het noorden, is steeds volledig. Wekelijks vindt er een briefing voor de pers plaats. De militairen kunnen ook zelf informatie doorgeven, al verkiezen velen dat hun familie niet wordt geïnformeerd als er een incident heeft plaatsgevonden.

Gaan de commissieleden ermee akkoord dat ik hun de antwoorden op een aantal toch wel erg technische

vragen schriftelijk bezorg?

03.07 Theo Francken (N-VA): Naar verluidt tonen de Afghaanse militairen weinig respect voor de Belgen en voor de opleiding die zij krijgen. Hoe verloopt de samenwerking in het algemeen?

03.08 Minister Pieter De Crem (*Nederlands*): De resultaten van de eerste opleiding mogen als geslaagd worden beschouwd. Het tweede OMLT werkt onder Duits toezicht en werd geconfronteerd met het regelmatig terugkomend fenomeen van desertie en het moeilijk kunnen omgaan met gezag. Daar zal nu bijzondere aandacht aan worden besteed, ook in de gezagsstructuur van de Afghaanse legeropleiding.

De incidenten in de aanloop naar de verkiezingen in Afghanistan worden gedetailleerd toegelicht in de gemengde opvolgingscommissie. Tijdens de verkiezingscampagne werd op 18 september 2010 een OMLT aangevallen met lichte wapens en raketten. Onze soldaten hebben volgens de standaardprocedures gereageerd. Er waren geen gewonden en er was geen schade. De technische specificaties werden meegedeeld in de opvolgingscommissie van oktober.

03.09 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): De minister gaf geen beschrijving van de incidenten vanaf zondag 31 oktober. Hij blijft herhalen dat de Belgen in de tweede linie opereren, terwijl iedereen weet dat bij een incident beide linies door elkaar lopen. Het is belangrijk om daarover open en eerlijk te communiceren, zodat duidelijk wordt wat het risiconiveau voor de opleidingsteams is.

Het huidige communicatiebeleid van Defensie over Afghanistan volstaat niet. De Duitse pers bericht onmiddellijk over incidenten. De families van de Belgische militairen wordt daardoor verontrust, maar krijgen geen informatie van het leger. De informatieverstrekking moet directer en sneller, bijvoorbeeld via een geautomatiseerd systeem, via korte persmededelingen zoals in Duitsland of via een telefoonlijn binnen de sociale dienst van het leger.

03.10 Minister Pieter De Crem (*Nederlands*): De heer De Vriendt kent er echt niet veel van of heeft de verkeerde informanten. Iedere keer als er een incident is, wordt een contactpersoon van alle personeelsleden opgebeld. Ik ben dus niet van plan bijkomende initiatieven te nemen, want de families zeggen mij dat de informatiedoorstroming perfect verloopt.

03.11 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Ik krijg meldingen van familieleden van militairen dat zij niet worden ingelicht door Defensie. Blijkbaar schort er toch iets aan het communicatiebeleid.

03.12 Minister Pieter De Crem (*Nederlands*): Er is geen automatisme. Het is de militair die zelf uitmaakt of hij een familielid, een verwante of een contactpersoon wenst te laten verwittigen wanneer er zich een incident voordoet. Veel militairen wensen dit absoluut niet te doen.

Er is een 0800-nummer, 24 uur op 24, 7 dagen op 7, 365 dagen per jaar, dat ieder personeelslid van Defensie en ieder familielid kan opbellen om de specifieke toestand te kennen van een militair in buitenlandse operaties. Dat moet volstaan.

03.13 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!): Hoe verklaart men dan dat ongeruste familieleden niet aan informatie geraken? Het antwoord van de minister klopt niet met de realiteit.

Het incident is gesloten.

04 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Ine Somers aan de minister van Landsverdediging over "het lot van het burgerpersoneel werkende in de legerkazernes" (nr. 664)
- mevrouw Ine Somers aan de minister van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven over "het lot van het burgerpersoneel werkende in de legerkazernes" (nr. 670)

04.01 Ine Somers (Open Vld): Ik ben bezorgd om het burgerpersoneel van legerkazernes die op termijn zullen sluiten, zoals kazerne Westakkers in Sint-Niklaas. Wordt die kazerne definitief gesloten in 2011 in plaats van 2015? Hoe ver staat het met de vrijwillige opschorting van de prestaties? Komt er een overplaatsing van het burgerpersoneel naar de diensten van steden, gemeenten en provincie?

04.02 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): Mijn plan voorziet in de sluiting van het kwartier Westakkers eind 2011. De werkzaamheden betreffende het ontwerp van KB voor de vrijwillige opschorting van de prestaties voor de rijksambtenaren in dienst bij het ministerie van Landsverdediging werden geschorst vanwege de periode van lopende zaken.

In december 2009 werd beslist om op basis van het KB van 15 januari 2007 een bijkomende oplossing te zoeken voor de statutaire ambtenaren van Defensie van het kwartier Westakkers te Sint-Niklaas. Na analyse werd geopteerd om gebruik te maken van het mechanisme van de conventionele terbeschikkingstelling. Het wil het burgerpersoneel de kans geven om tewerkgesteld te worden in de diensten van de stad of van de gemeente van hun woonplaats of hun omgeving.

Op 24 februari 2010 werden 25 steden en gemeenten in de omgeving van het kwartier aangemoedigd om deel te nemen aan een informatievergadering. Dit heeft geleid tot een formeel engagement vanwege Sint-Niklaas, Kruibeke, Stekene, Temse, Wetteren, Zwijndrecht, Mechelen en Dendermonde. Het KB bepaalt dat de toepassing van het mechanisme van de conventionele mobiliteit dient te worden voorgelegd aan de ministerraad. Omdat de regering in lopende zaken is en omdat het vertrek van het personeel uit het kwartier Westakkers op uiterlijk 1 oktober 2011 is gepland, werd geoordeeld om te wachten met de voorlegging van het dossier tot de nieuwe regering is samengesteld.

04.03 **Ine Somers** (Open Vld): Wat zal de minister doen als we in februari 2011 nog steeds in dezelfde situatie zitten?

04.04 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): Als het niet kan in lopende zaken moet het onmiddellijk door de nieuwe regering worden beslist.

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van de heer Gerald Kindermans aan de minister van Landsverdediging over "de zoektocht naar drie Belgische militaire helikopterpiloten die 45 jaar geleden verdwenen boven de Congolese jungle" (nr. 774)**

05.01 **Gerald Kindermans** (CD&V): Eind oktober 2010 werd bekendgemaakt dat het Belgische en het Congolese leger gezamenlijk zouden speuren naar de wrakstukken van een helikopter die in 1964 neerstortte in het noordwesten van Congo. Kan de minister meer uitleg geven over deze operatie? Kadert ze in de algemene opleiding van de Congolese strijdkrachten door België?

05.02 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): De operatie, die is begonnen op 8 november en zal eindigen op 19 december 2010, zal verlopen in volgende fasen: het ter plaatse brengen van het installatiepersoneel en materieel en vervolgens van het detachement, de eigenlijke expeditie en de repatriëring van alle personeel en materieel. 34 Belgische militairen nemen deel aan de operatie, waarvan 16 zullen opereren in het regenwoud. Congo levert 10 FARDC-soldaten en 30 dragers en gidsen gaan mee. Unimog-voertuigen en Iltis-jeeps worden aangevoerd uit Kananga. Rubberboten, lichte voertuigen, waterzuiveringinstallaties en een generator met 3 kilo voltampère worden geleverd vanuit België. Er zullen ook 4x4 voertuigen worden gehuurd. 3 C-130's zullen instaan voor alle luchttransport en 2 daarvan zijn al gepland voor andere opdrachten in Afrika. Met het oog op de omgevingsrisico's, wordt ook een militaire dokter ingezet, werden specifieke serums aangekocht en zullen speciale radiomiddelen worden gebruikt. Het personeel is goed getraind en voorgelicht.

Aan de MONUSCO werd gevraagd om eventueel te kunnen beschikken over een helikopter voor medische evacuatie en een sanitaire installatie in Kisangani. Deze expeditie kadert niet in het partnerschapprogramma met de Congolese strijdkrachten. We willen het wrak van de in 1965 verongelukte helikopter terugvinden en de families van de getroffen personen appreciëren dit initiatief ten zeerste.

Het incident is gesloten.

06 **Vraag van de heer Philippe Blanchart aan de minister van Landsverdediging over "de buitenlandse**

missies" (nr. 805)

06.01 Philippe Blanchart (PS): Sinds 2 december 2008 heeft de minister de stand van zaken betreffende de verschillende operaties van onze militairen in het buitenland niet meer in de commissie uiteengezet. Hoe staat het met ons engagement in Afrika, in het bilaterale en multilaterale kader? Wat denkt u van het voorstel van de Zuid-Afrikaanse minister van Landsverdediging om een overeenkomst te hernieuwen voor een trilaterale samenwerking om Congolese troepen mee op te leiden?

06.02 Minister Pieter De Crem (Frans): In Libanon verblijft het BELUFIL 10-10-detachement sinds 10 oktober 2010 in de compound in Atiri. De Belgische bijdrage bestaat in een ontmijningscapaciteit van een honderdtal manschappen. Een Contacting Builddown van een honderdtal personen werkt voort aan de ontmanteling van de compound in Tibnin. Tegen eind november 2010 zouden ze daarmee klaar moeten zijn.

In Afghanistan bevinden er zich Belgische militairen in Kabul, in het noorden in Kunduz en in Mazar-i-Sharif en in het zuiden op de luchtmachtbasis van Kandahar.

In Afrika neemt België tot in januari 2011 met het fregat *BNS Louise-Marie* en zijn bemanning deel aan de Europese maritieme operatie ter bestrijding van de piraterij in de Golf van Aden en in het Somalia Basin. Ter ondersteuning van die missie zijn een aantal kaderleden van de generale staf aan de slag in het operationele hoofdkwartier van Northwood in Groot-Brittannië en op het Franse schip *Amiral de Grasse*.

Vijf Belgische militairen werkten van april tot september 2010 mee aan de opleiding van Somalische hogere regeringsmilitairen in Uganda. Zes anderen zullen meewerken aan een tweede opleidingssessie.

Een permanent detachement van zes personen is ook aanwezig bij de generale staf van de EUSEC-missie (European Community Security Evaluation Agency), die meewerkt aan de Security Sector Reform in de DRC.

Een Belgische C130 en zo'n 25 militairen worden sinds juli 2009 ingezet in Kisangani, waar ze de MONUSCO-missie ondersteunen die moet zorgen voor meer stabiliteit in de DRC. Ze blijven er tot eind 2010. Zeven Belgische militairen maken deel uit van de generale staf van het hoofdkwartier van MONUSCO in Kinshasa.

Vier militairen zijn VN-waarnemers bij UNIMIS, de United Nations Mission in Sudan.

In de DRC zal België zich eind 2010 en ook in 2011 blijven inzetten voor de invoering van snelle interventie-eenheden.

Naar aanleiding van de aankoop door Benin van 4 A-109-helikopters zorgen vier Belgische militairen tot einde 2010 voor een bijkomende opleiding van hulpmechanici in Cotonou. Voor 2011 wordt Belgische steun overwogen.

Een detachement van vijf militairen werd in oktober 2010 ingezet in Bujumbura, Burundi voor een opleidingsmissie van drie maanden, die in 2011 zal worden afgerond.

Wat Rwanda betreft, worden alle activiteiten van het PPM in België gepland.

De staf van Defensie bestudeert het Zuid-Afrikaanse voorstel tot trilaterale samenwerking.

06.03 Philippe Blanchart (PS): De cijfers zijn duidelijk. Een didactische uiteenzetting daarover in de commissie zou interessant zijn.

06.04 Minister Pieter De Crem (Frans): Ik zal op uw voorstel ingaan.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Christophe Bastin aan de minister van Landsverdediging over "de EUTM-missie in Somalië" (nr. 843)

07.01 Christophe Bastin (cdH): Werd de EUTM-missie geëvalueerd? Studies hebben uitgewezen dat 30 procent van de soldaten en de politieagenten in Afghanistan deserteert. Is dat percentage ook zo hoog onder de Somalische soldaten die door de EUTM-manscappen worden opgeleid? Hoe worden de Somalische soldaten vóór hun opleiding geselecteerd? Loopt men niet het risico de vijanden van morgen op te leiden? De situatie ter plaatse is immers zeer onstabiel. Welk gevolg zal die deelname krijgen?

07.02 Minister Pieter De Crem (Frans): De Europese Unie beheerst het ganse proces niet want ze werkt in samenwerking met Oeganda en de *African Union mission in Somalia* (AMISOM). De opgeleide soldaten (*Somalian Security Forces*) moeten worden opgenomen in het Somalisch leger van de federale overgangsregering. Het is de AMISOM die de taak op zich neemt van *coaching* en *mentoring* van de nieuwe Somalische troepenmacht.

De recrutering geschiedt binnen de Somalische bevolking. De Europese Unie, Uganda en de federale overgangsregering hebben samen de selectiecriteria vastgelegd zoals het evenwicht tussen de verschillende clans, de medische en lichamelijke conditie, de minimumleeftijd van 18 jaar, het niveau van opvoeding en bekwaamheid, het gedrag en het algemeen voorkomen en het feit geen veroordeling opgelopen te hebben wegens schending van de mensenrechten.

De betrouwbaarheid van de opgeleide soldaten zal sterk afhangen van het vermogen van de overgangsregering om zijn verantwoordelijkheid op te nemen met betrekking tot de nieuw opgeleide SSF.

De Belgische Defensie zal begin 2011 met elf militairen deelnemen aan de opleiding van een tweede contingent Somalische soldaten en officieren.

07.03 Christophe Bastin (cdH): Het antwoord is bemoedigend daar de doelstelling bereikt is. Ik hoop dat men in die richting verder zal gaan.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Christophe Bastin aan de minister van Landsverdediging over "de A400M" (nr. 844)

08.01 Christophe Bastin (cdH): De vertraging in de bouw van de A400M brengt aanzienlijke meerkosten met zich mee. De landen die het vliegtuig hebben besteld, zijn met EADS tot een akkoord gekomen over de financiering van de meerkosten. Volgens de pers werden bestellingen afgezegd, zodat het totaal aantal bestelde A400M-vliegtuigen van 180 tot 170 eenheden is gezakt. Heeft dit een invloed op de meerkosten van dat programma en op de bijdrage van België?

08.02 Minister Pieter De Crem (Frans): De vermindering van het aantal door Groot-Brittannië en Duitsland bestelde vliegtuigen zal geen invloed hebben op de financiering van de meerkost van de A400M. Het akkoord over die financiering hield rekening met de eventuele opzegging van bestellingen. Er zullen dan ook geen gevolgen zijn met betrekking tot de bijdrage van België.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Anthony Dufrane aan de minister van Landsverdediging over "de uitbesteding van eerstelijns geneeskunde" (nr. 847)

09.01 Anthony Dufrane (PS): In uw plan 'De voltooiing van de transformatie' staat dat de medische component een sterk doorgedreven concentratiebeweging zal ondergaan en dat de eerstelijns geneeskunde uitbesteed zal worden. Er is vanaf 1 oktober 2010 een begin gemaakt met die uitbesteding en het personeel moet zich voortaan wenden tot erkende burgerartsen, tandartsen en kinesitherapeuten.

Hoe wordt die uitbesteding georganiseerd? Zal u een beperkt aantal militaire artsen in dienst houden? Hoe wordt ervoor gezorgd dat de goede zorgvoorziening aan het personeel niet in het gedrang komt? Wie zal belast worden met de follow-up en aan wie zullen de problemen doorgegeven worden? Hoe verloopt de terugbetaling van de geneeskundige verzorging? Hoe zit het met de toegankelijkheid? Zijn er voldoende erkende artsen? Hoe worden de reiskosten geregeld?

Hoe zal het personeel in de vier scholen waar de volledige eerstelijns geneeskunde gehandhaafd werd, medicijnen in de burgerapotheken kunnen krijgen?

Werd er duidelijke en volledige informatie verstrekt over de manier waarop een erkende burgerarts geraadpleegd kan worden? Kan de lijst van de erkende artsen enkel via internet geconsulteerd worden?

Zijn de erkende artsen voldoende goed op de hoogte van de militaire procedures? Welke erkenningsprocedure wordt er voor de artsen gevolgd? In het nieuwe systeem betaalt Defensie het remgeld rechtstreeks aan de arts: wie zal er toezien op die terugbetalingen? Hoe zal de administratieve werklast voor de terugbetalingen van de verstrekte zorgen en medicijnen worden beheerd?

Welke besparingen zal een en ander opleveren? Werd die maatregel door de minister van Volksgezondheid geanalyseerd? Hoeveel zal de begrotingslast voor de FOD Volksgezondheid bedragen?

09.02 Minister **Pieter De Crem** (*Frans*): Voor de dagelijkse eerstelijnszorg kan het personeel van Defensie voortaan een beroep doen op erkende zorgverstrekkers.

De medische component zal niet langer het volledige aanbod van eerstelijns geneeskunde in de kwartieren van Defensie verzekeren. De vier internaten vormen een uitzondering op die regel.

De militaire geneesheren en tandartsen van de regionale medische afdelingen en centra zullen voortaan de fysieke conditie van onze jongens op peil houden. De medische component zal curatieve eerstelijns geneeskunde waarborgen tijdens oefeningen en manoeuvres en bij operaties in het buitenland.

Dat systeem werd in oktober ingevoerd. Om de continuïteit van de zorg niet in het gedrang te brengen, zullen het huidige en het nieuwe systeem tot eind 2010 naast elkaar bestaan. Problemen kunnen worden gemeld aan de generale staf van de medische component of het territoriaal ondersteuningsbureau, of via de website.

Men zal zich kunnen wenden tot een erkende zorgverstrekker in de buurt van zijn woon- of werkplaats. Voor een consult bij een externe erkende geneesheer of tandarts zal de patiënt het door het ziekenfonds terugbetaalde gedeelte van het ereloon moeten betalen. Het remgeld zal worden geregeld tussen Landsverdediging en de geneesheer via een systeem van trimestriële terugbetaling, onder het beheer van de Dienst Medische Tarificatie van de Algemene Directie Budget & Financiën.

Wat de transitie betreft, heeft de Chef Defensie twee nota's opgesteld. Het departement zet die algemene modaliteiten om in gedetailleerde richtlijnen. Het DGHR en de medische component organiseren briefings voor alle korpschefs, korpsadjudanten en korpskorporalen. Alle praktische informatie is beschikbaar op de website www.mil.be/infopad.

Op 20 oktober is ook een artikel verschenen in het infoblad *Intern Debriefing*.

De erkende zorgverstrekkers zijn per brief op de hoogte gebracht en kunnen hun vragen per mail of via een specifieke postbus stellen.

In vergelijking met de huidige service zullen die wijzigingen geen meerkost meebrengen. Het gaat om een budgettair neutrale operatie.

09.03 **Anthony Dufrane** (PS): Bent u op de hoogte van problemen met de terugbetaling?

09.04 Minister **Pieter De Crem** (*Frans*): Op grond van de informatie waarover ik beschik, kan ik zeggen dat er geen enkel probleem is.

09.05 **Anthony Dufrane** (PS): De uitwerkingsprocedures zijn nog aan de gang; staat alles al vast?

09.06 Minister **Pieter De Crem** (*Frans*): Neen, maar wij zijn aan de finalisering toe.

09.07 **Anthony Dufrane** (PS): Werden er gemeenschappelijke vergaderingen met de minister van Volksgezondheid belegd?

09.08 Minister **Pieter De Crem** (*Frans*): Er zijn gemeenschappelijke vergaderingen geweest met vertegenwoordigers van het kabinet van Sociale Zaken, onze militaire diensten en het RIZIV maar de agenda ervan is mij onbekend. Hun enige taak bestaat erin de mogelijke problemen in de overgangsfase op te lossen.

09.09 **Anthony Dufrane** (PS): Hebt u de budgettaire gevolgen met de minister van Volksgezondheid besproken?

09.10 Minister **Pieter De Crem** (*Frans*): Ik zal het doen en hou u op de hoogte.

Het incident is gesloten.

10 **Vraag van de heer Theo Francken aan de minister van Landsverdediging over "de fitheid van onze militairen" (nr. 854)**

10.01 **Theo Francken** (N-VA): Mijn vraag betreft de lamentabele fysieke conditie van onze militairen, zowel qua BMI als qua slaagcijfers in de MTLG-testen. De minister kan dat perfect oplossen in lopende zaken en hen een sportplan opleggen. Het enige wat moeilijk zal zijn, is met de vakbonden een akkoord vinden over eventuele statutaire maatregelen zoals een bevrozing van hun huidige situatie wanneer zij niet slagen voor de MTLG-testen.

Welke maatregelen werden er genomen sinds 2008? Is er een verbetering merkbaar? Welke maatregelen worden overwogen om de fitheid van onze militairen te garanderen in de toekomst? Zullen er gevolgen verbonden worden aan het ondermaats presteren op de MTLG-testen? Hoeveel militairen namen deel aan de MTLG-testen? Hoeveel kwamen niet opdagen? Hoeveel vijftigplussers werden vrijgesteld? Hoeveel werden om medische redenen vrijgesteld? Hoeveel slaagden in hun MTLG-testen en hoeveel niet? Kan de minister een evolutie geven van de laatste vijf jaar, per geslacht, per leeftijd, per eenheid, per kazerne en per compagnie? Welke algemene conclusies kunnen hieruit getrokken worden?

10.02 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): In mijn politieke oriëntatienota heb ik de oprichting van een werkgroep aangekondigd om het sportbeleid binnen Defensie door te lichten. Parallel heb ik een wetenschappelijke studie over de evolutie van de fysieke conditie bij de militairen gevraagd aan de Université Libre de Bruxelles. Die zal tegen eind juni 2011 klaar zijn.

Er moet een coherent functioneel sportbeleid zijn en individuele opvolging op fysiek vlak vanaf de rekrutering tot de pensionering en er moet een aangepaste fysieke operationele training worden aangeboden door gekwalificeerde onderrichters. Ook Defensie gaat dus via preventieve en curatieve maatregelen de strijd aan tegen het overgewicht.

Op curatief vlak werd in het Militair Hospitaal Koningin Astrid het programma MeNuFit opgesteld met een multidisciplinaire begeleiding. Op preventief vlak wordt een sensibiliseringscampagne gestart waarbij zowel het personeel als de koks worden benaderd. Bovendien zal een digitale diëtist militairen individueel begeleiden via een website.

De implementatie van de maatregelen is bezig en het is nog te vroeg voor resultaten. Als de wetenschappelijke studie klaar is, zullen er nieuwe functionele testen worden op gebaseerd en er zal een specifiek trainingsprogramma aan worden gekoppeld.

Samen met het vernieuwde sportbeleid loopt er een studie over de evaluatie van de preventieve maatregelen die moeten leiden tot het behoud van een voldoende operationele fysieke conditie. De resultaten van deze studie worden verwacht tegen eind 2012. Als de studie klaar is zullen de overgangsmaatregelen worden bepaald en zullen de militairen middelen ter beschikking krijgen om de doelen te bereiken.

Zodra ik de gevraagde cijfers heb, zal ik ze bezorgen.

10.03 Theo Francken (N-VA): Ik weet dat de minister ermee begaan is, maar voor sommige soldaten lijkt het gewoon te laat. Die kunnen beter afvloeien. Momenteel zijn vijftigplussers vrijgesteld, hoewel ze 5 procent van het personeel op buitenlandse missies uitmaken. Ik vind dat ze moeten slagen voor de MTLG-testen en fysiek paraat moeten zijn. Het is fout dat er geen stok achter de deur is. Sommigen dagen niet op voor de MTLG-testen en er is een grote groep vrijgesteld. Net de helft van onze soldaten slaagt jaarlijks voor de testen. Ook in lopende zaken kan er een stok achter de deur gecreëerd worden en kunnen de verantwoordelijken van de eenheden aangespoord worden om hun soldaten twee keer per week te doen sporten.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van mevrouw Valérie De Bue aan de minister van Landsverdediging over "de herstructurering van de NAVO" (nr. 868)

11.01 Valérie De Bue (MR): Op 28 oktober jongstleden is de CNAD bijeengekomen. Er is sprake van een mogelijke verhuizing van de SHAPE naar Rheindalen, in Duitsland. Er zou studiewerk worden verricht om aan te tonen dat in Rheindalen een betere infrastructuur voorhanden is. Weet u iets over die geruchten? Kunt u ons meer informatie verschaffen? De NAVO investeert in de streek van Bergen jaarlijks zo'n 450 miljoen euro.

11.02 Minister Pieter De Crem (Frans): De CNAD is een vergadering van de bewapeningdirecteurs van alle NAVO-lidstaten. Ik heb die vergadering dus niet bijgewoond. Het onderwerp wordt trouwens niet op het niveau van de bewapeningdirecteurs besproken.

Op de vergadering van de NAVO-defensie-ministers van 14 oktober jongstleden werd een nieuwe structuur met zes commando's goedgekeurd. Er is geen beslissing genomen betreffende de vestigingsplaats van die commando's. Die beslissing zal op de vergadering van de NAVO-ministers van Defensie van juni volgend jaar worden genomen.

11.03 Valérie De Bue (MR): Ik maak mij niettemin zorgen over een mogelijke verhuizing buiten de regio van Nimy-Maisières, die met economische moeilijkheden te kampen heeft. Zult u er alles voor doen om de SHAPE in België te houden? Welke argumenten kunt u daarbij aanwenden?

11.04 Minister Pieter De Crem (Frans): Ik zal alles in het werk stellen om de SHAPE in België te houden. De rol die ons land sinds drie jaar vervult en het feit dat wij opnieuw een betrouwbare partner zijn, zetten onze argumenten nog kracht bij.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van de heer Siegfried Bracke aan de minister van Landsverdediging over "de Belgische prestaties in de pan-Europese cyber defense oefening" (nr. 874)

12.01 Siegfried Bracke (N-VA): Onlangs werd er een pan-Europese oefening over cyberparaatheid gehouden. In Estland heeft een cyberaanval tot totale chaos geleid, waarbij vooral banken en krantenwebsites totaal stillagen. De minister heeft bevestigd dat ook ons land al het slachtoffer werd van een cyberaanval. Er zou een aantal deskundigen in dienst genomen zijn om iets daartegen te doen.

Wat werd er gesimuleerd bij die oefening? Kwam er ook cyberspionage of cybersabotage aan te pas? Welke Belgische instanties waren er bij betrokken? Wat waren de conclusies van deze test? Hoe verliep de

samenwerking met andere lidstaten? Kan het in de toekomst vermeden worden dat een of meerder lidstaten aangevallen worden?

12.02 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): Tijdens de eerste pan-Europese cyberattack-oefening werd een aanval op de communicatielijnen tussen verschillende Europese landen gesimuleerd om de coördinatie tussen verschillende lidstaten uit te testen.

De Belgische betrokken instanties waren het Computer Emergency Respons Team (CERT.be), de Federale Dienst voor Informatie- en Communicatietechnologie (Fedict) en de Federal Computer Crime Unit (FCCU). Het BIPT en het CERT van Defensie waren erbij als waarnemers.

Het is niet de opdracht van Defensie – dat daarvoor trouwens niet over de middelen beschikt – om alle overheidssystemen, de nationale kritische infrastructuur en Belgische bedrijven te beschermen tegen cyberaanvallen. De algemene dienst Inlichtingen en Veiligheid levert wel permanent steun aan andere overheidsdiensten.

Fedict heeft de Belgische deelname geleid en brengt momenteel de nationale kritische infrastructuur en specifieke dreigingen in kaart.

Ik heb laten navragen wanneer de volgende oefening zal plaatsvinden. De militaire inlichtingendienst neemt de komende weken deel aan de *international cyber defense workshop* van de VS en de *NATO cyber defense exercise* van 2010. Het gaat veelal om trainingen in het afwenden van indringing in of verstoring van een netwerk.

Ik zal de heer Bracke een interessant rapport laten bezorgen over de totstandkoming van de cyber attack op Estland. Daaruit blijkt dat zo een cyber attack meestal erg goed wordt voorbereid en mikt op kritische communicatiekruispunten, vooral om overheidstoepassingen te destabiliseren.

12.03 **Siegfried Bracke** (N-VA): Bij deze oefening werd dus vooral een aanval op de internationale communicatie gesimuleerd. Wat waren de bevindingen? Kan het rapport over Estland aan de leden van de commissie worden bezorgd?

Ik heb de minister niets horen zeggen over hoe wij ervoor staan.

12.04 Minister **Pieter De Crem** (*Nederlands*): Ik stel voor dit punt op een van de komende vergaderingen opnieuw te behandelen. Ook de N-VA'ers die in de opvolgingscommissie, in het Comité P en in het Comité I zetelen, kunnen de heer Bracke interessante documenten bezorgen.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.45 uur.